

juillet 2017

# La structure tribale en Libye : facteur de fragmentation ou de cohésion ?

**O**bservatoire du monde arabo-musulman  
et du Sahel

**MOHAMED BEN LAMMA**



# Sommaire

---

INTRODUCTION .....	4
<b>1 – LE TRIBALISME EN LIBYE .....</b>	<b>7</b>
<b>2 – LA COMPOSITION TRIBALE .....</b>	<b>15</b>
<b>2.1 – Les tribus les plus influentes dans l’Ouest de la Libye (Tripolitaine) ...</b>	<b>15</b>
2.1.1 – La Tribu des Warfallah .....	16
2.1.2 – La Tribu Qadhadfa .....	17
2.1.3 – Tribu Zinten .....	18
<b>2.2 – La tribu de la région de Barqa (Cyrénaïque) .....</b>	<b>19</b>
2.2.1 – Tribu Al-Abaidat .....	19
2.2.2 – Tribu Al-Awaqir .....	20
2.2.3 – La Tribu Zuwaya .....	21
2.2.4 – La carte tribale de la région Fezzan .....	22
2.2.5 – La tribu Awlad Suleiman .....	22
2.2.6 – La tribu Magariha .....	23
2.2.7 – La tribu Tebu .....	24
<b>3 – LE RAPPORT ENTRE LA TRIBU ET L’ÉTAT .....</b>	<b>29</b>
<b>3.1 – La tribu et l’État pendant la monarchie de Senoussite .....</b>	<b>30</b>
<b>3.2 – La Jamahiriya de Kadhafi, un fonctionnement tribal .....</b>	<b>33</b>
3.2.1 – La stratégie de recomposition de l’espace tribal .....	34
3.2.2 – La tribu comme instrument de contrôle social .....	37
3.2.3 – La tribalisation de l’appareil de sécurité .....	38
<b>4 – LE RÔLE DU TRIBALISME DANS LA LIBYE POST-KADHAFI .....</b>	<b>41</b>
<b>4.1 – Difficulté du « state building » .....</b>	<b>44</b>
<b>4.2 – La prolifération des conflits tribaux .....</b>	<b>51</b>
<b>4.3 – Le rôle des tribus dans la sécurité .....</b>	<b>55</b>
CONCLUSION .....	61

## INTRODUCTION

La Libye s'est construite, bon gré mal gré, autour d'un caractère tribal et régional. La tribu joue en effet un rôle clé dans la formation de la carte des loyautés et des affiliations. Tout au long du processus d'édification de l'État par le colonisateur italien, britannique et français, puis pendant la monarchie de courte durée du roi Sanusi et enfin lors de la présidence de Kadhafi, les structures tribales ont prévalu. Elles jouent assurément un rôle plus important que jamais dans la vie quotidienne des Libyens. Si la confrérie Senoussi a pu prendre racine dans l'Est libyen à l'époque de l'Empire ottoman par exemple, puis jouer un rôle majeur dans la résistance à la colonisation italienne, c'est parce qu'elle a été capable de se greffer sur le réseau tribal existant.

Ce système a survécu jusqu'à l'indépendance de la Libye en 1951 et au règne d'Idris qui avait davantage besoin d'alliances tribales pour lui donner une légitimité. Le régime de Kadhafi a travaillé à revigorer l'efficacité des alliances tribales en même temps qu'il s'efforçait d'activer le rôle de l'idéologie en façonnant non seulement les structures politiques, mais aussi la structure tribale. Le conflit libyen de 2011 pose la question de la place du tribalisme et plus généralement celle de la référence aux liens de solidarité primordiale. En suppléant au système institutionnel, la tribu a joué un rôle déterminant pour organiser les réseaux de solidarité et assurer la protection des personnes quand les structures de gouvernance de l'ancien régime se sont effondrées. Elle a repris et réinventé leur rôle dans la sphère publique, y compris dans les domaines de la justice et de la sécurité, dans la gestion et la résolution des conflits.





## I – Le tribalisme en Libye

La structure de la société libyenne est principalement tribale. N'oublions pas que le nom de Libye provient de la tribu millénaire des Libu<sup>1</sup>. Le tribalisme, « la qabaliya » en Libye, se réfère aux modes d'organisation sociale par la lignée et par l'appartenance à un ancêtre commun. Mais des siècles d'histoire ont amené les caractéristiques de la société tribale en Libye à évoluer et à mûrir de façon complexe. Le pays est riche de tribus éparpillées à travers le pays avec de nombreuses petites enclaves tribales. Les vagues successives de migration des tribus et des clans arabes et non arabes ont confondu l'ascendance au fil du temps. Les familles qui se sont liées par mariage, par la géographie et par le commerce ont également été considérées comme de nouvelles tribus, créant des distinctions et des hiérarchies au sein des tribus et entre elles<sup>2</sup>. Cette organisation communautaire a même permis aux Libyens de maintenir de multiples liens avec la Tunisie et l'Égypte, faits ici aussi de solidarités, de mariages, d'échanges économiques, de migrations, voire de replis car les affiliations tribales dépassent les frontières de l'État libyen. C'est la raison pour laquelle les événements qui se sont déroulés en Libye en 2011 y ont eu des répercussions profondes<sup>3</sup>.

La société libyenne, comme beaucoup d'autres sociétés arabes, est basée sur des identifications traditionnelles telles que la famille, la tribu, la religion et la ville. Dans une telle société, les actes des individus apportent une renommée ou une honte collective à la famille et à la tribu. La bonne ou la mauvaise réputation de sa famille ou de sa tribu influence donc de manière cruciale la vie de l'individu sur le plan social, politique et économique.

Les tribus en Libye offrent un système de référence social et cognitif dans lequel une large gamme de réseaux corporatifs d'une échelle et d'une profondeur différentes peut être organisée. Comme dans toute forme d'organisation sociale humaine, la flexibilité et l'innovation sont aussi importantes que la création et la tradition. La tribu est un vecteur puissant pour obtenir des passe-droits, accélérer des démarches administratives, obtenir

---

<sup>1</sup> La Libye doit son nom à la tribu des Libu (Libou). Les Grecs ont appelé Λιβύη la région à l'ouest de la vallée du Nil, et qui pouvait s'étendre, dans certains textes, jusqu'à l'Océan. Les Romains nommèrent la province, Tripolitaine (Tripolitania). Elle devient Régence de Tripoli sous l'empire ottoman. Depuis toujours l'organisation principale en Libye était la tribu, la longue période de règne de Mouammar Kadhafi n'a rien changé. Pour savoir plus voir, Mohamed Troudi, « La Libye : une composition tribale complexe » 30 Mai 2011 <http://www.makaila.fr/article-mohamed-troudi-la-libye-une-composition-tribale-complexe-75126536.html>

<sup>2</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, « Tribe, Security, Justice, and Peace in Libya today », *Peaceworks*, the United States Institute of Peace, (N°118), August 2016, p. 6.

<sup>3</sup> Olivier Pliez, « Est-Ouest, État-tribus... La Libye ne peut-elle échapper au mode binaire ? », pp. 235-248. <http://books.openedition.org/ifpo/7016?lang=fr>

des autorisations ou des protections contre la violence. À chacun selon la force de sa tribu ou le degré de proximité ou de loyauté au régime au pouvoir.

De fait, l'appartenance à une communauté primaire (au sens de *'asabiyya*), qu'elle soit ethnique, tribale, régionale ou locale, revêt sans aucun doute un caractère central pour la majorité des Libyens : elle définit en partie leur identité, mais assure aussi leur protection en temps de crise, comme l'a montré l'expérience de la guerre de 2011.

Cette appartenance communautaire n'est cependant pas incompatible et ne met pas automatiquement en question la possibilité d'une coexistence, à d'autres niveaux, avec l'appartenance à une communauté nationale, également importante dans la définition de l'identité des individus<sup>4</sup>. Ce processus d'identification croissante avec la ville ou la tribu n'est pas nouveau. Les Libyens se sont de plus en plus réfugiés dans les structures tribales au début du règne de Kadhafi, un processus qui s'est accéléré lors de la révolution de 2011 lorsque l'autorité centrale s'est effondrée et que beaucoup de tribus de la Libye ont acquis l'expérience des armes et des combats.

Le tribalisme est bien présent dans l'arène sociale et étatique, quel que soit le degré d'importance qui lui est attribué. Les tribus loyales étaient l'instrument du pouvoir pour le contrôle serré et rigoureux de la société et de l'ensemble géographique où les cheikhs de tribus étaient impliqués, au nom du pouvoir, dans la lutte contre les diverses oppositions sur leurs propres territoires. Le guide libyen s'est même appuyé sur la tribu qu'on peut définir par une force non institutionnelle pour asseoir sa légitimité politique. Kadhafi voulait responsabiliser les tribus et les conduire à faire appliquer la loi à la place du pouvoir central qui n'aurait plus à se mêler des conflits tribaux souvent complexes et difficiles à gérer dans une société où la tribu était encore socialement dominante. Ces processus entraînent les tribus dans une logique fragmentaire violente. Cette évolution, qui s'est affirmée à mesure que Kadhafi asseyait son pouvoir personnel et marginalisait les rouages institutionnels – potentiels espaces de « résistance technocratique » – connaît sa pleine expression à partir des années 1990, lorsque les difficultés de l'embargo compliquent et réduisent l'emprise du pouvoir sur la société. L'exemple le plus emblématique de cette évolution est l'institution des Commandements Populaires et Sociaux (CPS) de 1994 qui fit adopter un Code de l'honneur aux termes duquel les chefs s'engageaient à garantir la loyauté des membres de leurs tribus<sup>5</sup>. Or la loyauté n'est pas garantie dans tous les cas. Il est patent que les tribus peuvent aussi entrer en rébellion et porter les armes contre le régime. C'est le cas de la tribu de Zinten en 2011, qui s'est affranchie de toute obéissance au régime : le régime ne se rendait pas compte que les cheikhs de

---

<sup>4</sup> Virginie Collombier, « Nouvelle Libye » ou « fin de la Libye » ? Les chemins tracés par la transition post Qadhafi, dossier : Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles, 22 mars 2016, pp. 261-275.

<sup>5</sup> Ali Bensaad, « Changement social et contestations en Libye », dossier « La Libye révolutionnaire », *politique africaine*, (n°125), Janvier 2012, pp. 5-22.

la tribu Zinten, souvent illettrés, facilement manipulables par le régime moyennant des sommes d'argent ou des intérêts immédiats, n'étaient plus influents. Les alliances entre familles et clans avaient été remises en jeu et l'équilibre des pouvoirs qui avait permis à Kadhafi de se maintenir au pouvoir s'en était trouvé rompu ; de même, les tribus avaient perdu l'influence qui caractérisait les dernières décennies, en particulier au sein de la hiérarchie familiale et sociale ; les nouvelles générations renâclaient à se plier aux règles d'une société fortement structurée et ancrée dans des valeurs archaïques<sup>6</sup>.

La tribu est l'une des organisations sociales les plus fortes et le tribalisme joue toujours un rôle social important. La tribu est, par exemple, chargée de mettre fin aux problèmes relatifs à la question de la propriété des terres, d'intervenir pour rétablir la justice. Depuis 2011, dans l'arène judiciaire, la tribu est considérée comme efficace dans la résolution des conflits entre les individus en agissant comme arbitre local et médiateur. En particulier, cette forme de règlement des différends est considérée comme bénéfique dans les conflits fonciers, les affaires familiales comme le mariage, les conflits d'entraves et les héritages, ainsi que les viols ou les meurtres. Après un processus de protection en première instance, ces cas sont habituellement laissés au système juridique. Cette intervention tribale n'a été motivée que par un souci d'aider plus efficacement le pouvoir judiciaire. Les tribus sont certainement intéressées à profiter de la situation actuelle pour détourner les cas impliquant leurs membres du système judiciaire formel. L'ingérence tribale n'est donc généralement pas considérée comme une alternative aux procédures du système de justice de l'État ou des institutions formelles. Habituellement, le rôle de la tribu est la médiation sociale plutôt que l'ingérence dans les aspects juridiques. Il est important de souligner que les formes tribales d'arbitrage et de médiation ne sont pas une alternative au système de justice de l'État. Les avantages de faire appel à l'institution informelle de la tribu et de son système de justice sont que ce dernier est plus accessible, plus rapide, plus transparent et moins corrompu que celui des tribunaux d'État<sup>7</sup>. En outre, le médiateur tribal ou le cheikh sont considérés comme mieux équipés pour garantir l'application des décisions tribales. Ses décisions sont plus proches des croyances collectives des communautés et appliquées par la pression sociale.

Al-marbuha est considéré comme le lieu physique de la politique et de la justice tribales. C'est l'espace d'un mélange de sphères hétéroclites mais aussi une plate-forme pour l'appropriation de la politique nationale et internationale par l'arène locale. La culture politique de ces rassemblements est façonnée par un processus axé sur le consensus de la modération et de la négociation ancré dans les traditions tribales. Mais il est également éclairé par l'éducation et par l'expérience de la gouvernance et des affaires. Néanmoins,

---

<sup>6</sup> Cristiano Tinazzi, « Tribalisme, politique, guerre », *Outre-Terre*, (N° 29), 2011/3, pp. 263-268.

<sup>7</sup> Amal Obeidi, « Role of the Tribe in Libya : Making the Informal Forma », *Searching for Justice in Post-Gaddafi Libya*, pp. 189-194.

les orientations normatives derrière les politiques tribales sont principalement conservatrices et traditionnelles. D'ailleurs, la société tribale a des difficultés pour intégrer la jeunesse urbaine en pleine croissance. Elle est dominée par le principe de l'ancienneté. L'autorité et l'agencement appartiennent à des dirigeants tribaux seniors. Traditionnellement, les jeunes hommes aux ambitions politiques doivent faire partie de l'entourage d'un politicien senior<sup>8</sup>. En Cyrénaïque, la « politique du marbua » a été l'élément clé de la production de l'ordre, de la résolution des conflits et de l'offre de services de base pour la population en 2011 et jusqu'à aujourd'hui. Malgré les perspectives qui considèrent les tribus comme un obstacle général au développement, les politiciens tribaux ont réussi à gérer l'équilibre des intérêts entre plus de dix tribus et ont ainsi créé une intégration régionale dans l'agitation d'une révolution.

La Libye, à l'instar des autres pays de la région, a connu une révolution démographique et sociale majeure. Même si l'urbanisation (85 % dès 1995 contre 45 % en 1964) a semblé faire passer au second plan la réalité tribale, celle-ci est toujours vivace. La population libyenne est en majorité jeune et éduquée. Le niveau scolaire des femmes, après les avancées positives de la Jamahiriyya dans ce domaine, est tout à fait honorable<sup>9</sup>. Mais la grande majorité des Libyens parlent toujours « d'appartenance tribale ». Ces orientations sont à attribuer à ce qui est qualifié de « ruralisation » de la ville. Pour autant, la tribu est encore présente aujourd'hui dans la mémoire d'un grand nombre de citoyens. Il est particulièrement frappant de constater qu'au lieu de s'intégrer à la vie de la ville et d'adopter les voies et les modes de la vie urbaine, les ruraux sont entrés dans les villes au cours des quarante dernières années comme des conquérants et ont imposé à la ville et à ses habitants les particularités de la vie rurale. Cette persistance de la loyauté tribale a porté sur l'ensemble du processus de modernisation et la force de la loyauté tribale a contribué à « obstruer la transition de la société vers le stade de la modernité ».

Le tissu social libyen est composé d'Arabes, d'Amazighs, de Touaregs et de Toubous. Il convient effectivement de garder à l'esprit que la Libye compte plus d'une centaine de tribus, dont une trentaine compterait réellement. Elles formeraient la véritable armature de la société et de l'économie du pays. Pour l'essentiel (90 %), les Libyens sont des mélanges arabes ou ethniques d'Arabes et de Berbères. La population compte néanmoins quelques minorités : les tribus nomades de Touareg et de Toubous au sud et les Berbères (Amazighs)<sup>10</sup>. À l'heure actuelle, environ 90 % du total de la population relève de tribus alors que seulement 10 % ne sont pas (ou plus) liés organiquement à une tribu, notamment dans les métropoles du nord libyen.

---

<sup>8</sup> Hüsken, Thomas. « Tribal Political Culture and the Revolution in the Cyrenaica of Libya. », *Orient*, Vol. 53, (No.1), 2012, pp. 26-31.

<sup>9</sup> Jean-François Daguzan, Jean-Yves Moisseron, « La Libye après Kadhafi : essai de prospective géopolitique du conflit libyen », *Hérodote*, (n° 142), 2011/3, pp. 78-97.

<sup>10</sup> Arturo Varvelli, « The role of tribal dynamics in the Libyan future », *Analysis, ISPI* (No.172), May 2013, p. 6.

L'islam est la religion d'État officielle de la Libye et la loi islamique est la principale source de la législation. La constitution provisoire protège les libertés religieuses. Toutefois, en dépit de ces lois, le gouvernement n'a pas les moyens ni ne veut appliquer cette mesure législative. Des individus ont été ciblés en raison de leurs croyances religieuses : incendie criminel contre l'église chrétienne copte à Benghazi en 2013, attaques contre les sanctuaires soufis et assassinat de 21 chrétiens coptes égyptiens par les djihadistes au début de février 2016. Cela dénote une augmentation de l'intolérance religieuse à l'intérieur du pays, alimentée en partie par la montée des groupes extrémistes djihadistes.

La Libye bénéficie d'une place stratégique entre le Maghreb et le Machrek, entre l'Afrique et l'Europe, aux confluent d'une mer d'eau, la Méditerranée, et d'une mer de sable, le Sahara. Elle jouit d'une position stratégique ; elle est considérée comme la porte Nord de l'Afrique ; elle s'étend sur 1 900 km de côte méditerranéenne ; sa situation centrale sur cette côte en fait un lien entre l'ouest du monde arabe et le Moyen Orient. D'autre part, elle constitue le premier point de passage des Européens vers la partie Nord-Ouest du continent africain. Placée au milieu de l'Ancien Monde, elle est l'un des carrefours de communication entre la Méditerranée et l'Afrique du Sahel. La Libye a une superficie de 1 759 540 km, quatrième rang des pays africains, après l'Algérie, le Soudan et le Congo. Elle est limitée par la Méditerranée au nord, au 33<sup>ème</sup> parallèle, et par le Tropique du Cancer au sud de l'oasis de Koufra, à proximité du 20<sup>ème</sup> parallèle. Elle se situe dans la partie médiane du nord de l'Afrique entre le 9<sup>ème</sup> et le 25<sup>ème</sup> méridien Est<sup>11</sup>.

La Libye est classiquement divisée en trois entités géographiques : d'abord, Tripolitaine où se trouve Tripoli, l'actuelle capitale politique et économique. Dotée d'un port dont l'importance commerciale et stratégique remonte à l'Antiquité, elle a bénéficié des faveurs du régime déchu. De part et d'autre de la ville s'étend la vaste plaine côtière agricole de la Juffara, dominée par le long et haut plateau steppique du Djebel Nefousa (massif montagneux de l'Ouest, dominé par les Berbères). Au sud, la région s'arrête aux abords de l'importante ville-frontière de Ghadamès<sup>12</sup>.

Ensuite, la Cyrénaïque, occupe toute la portion orientale du pays. La ville principale, Benghazi, ex-capitale politique sous la monarchie, commande le Nord-Est, qui comprend plusieurs villes, dont Tobrouk, l'un des rares ports naturels fermés et en eau profonde du pays. Les plateaux étagés du Djebel Akhdar (qui culmine à 600 m) dominent la mer et sont découpés par de petites plaines littorales agricoles. Cette région est tournée depuis l'Antiquité vers l'Égypte et le Machrek. Elle incorpore le Sud-Est, où s'étend le très inhospitalier désert Libyque. Mais il s'agit d'un espace économiquement et stratégi-

---

<sup>11</sup> Ben Lamma Mohamed Faraj, « Immuable et changeante : la géopolitique libyenne de l'après Kadhafi », *Maghreb-Machrek*, n° 214, 2012/3, pp. 147-158.

<sup>12</sup> Patrice Gourdin, « Géopolitique de la Libye », *Diploweb.com*, 18 septembre 2011. file:///Users/ben-lamma/Downloads/article\_824.pdf

quement très important comme zone de transit vers le Soudan. Ce vaste espace désertique s'organise autour de l'oasis de Koufra. La géopolitique libyenne des hydrocarbures accorde un atout stratégique à l'Est. La carte des gisements est en effet très largement dominée par le bassin de Syrte qui recèle 85 % des réserves de pétrole et 70 % de celles du gaz. Le reste revient aux bassins de Ghadamès et de Mourzouq (sud-ouest) ainsi que le bassin pélagien offshore au nord-ouest. Reflétant cette suprématie, cinq des six terminaux libyens sont situés dans l'Est : quatre relèvent du croissant pétrolier (AL-Sidra, Ras Lanouf, Brega et Zoueitina) et le dernier est situé à Tobrouk, non loin de la frontière égyptienne. Au total, 64 % du brut libyen exporté est chargé dans ces terminaux de l'Est. En outre, quatre des cinq raffineries sont localisées en Cyrénaïque<sup>13</sup>.

Enfin, le Fezzan est une vaste zone de transit vers le Sahel (actuels États du Tchad et du Niger) et vers l'Algérie, convoitée par la France du temps des colonies. La région est émaillée d'oasis, avec pour ville principale Sebha (200 000 habitants). Ce centre commercial pluriséculaire majeur est également le centre administratif de la région et abrite de très importantes installations militaires. Depuis qu'elle s'y retira pour fuir la colonisation italienne, une partie de la tribu Kadhafa y réside, ce qui contribua à en faire l'un des bastions de Kadhafi. Plus petite, Ghadamès a perdu de sa splendeur avec le déclin du commerce caravanier mais demeure une place stratégique importante à la charnière avec l'Algérie et la Tunisie, tout comme Ghât, plus au sud, au cœur du pays touareg<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Frédéric Bobin, « En Libye, l'incessante bataille du pétrole », *Le Monde*, 26 septembre 2016.

<sup>14</sup> Patrice Gourdin, op. cit. file ://Users/benlamma/Downloads/article\_824.pdf

Figure n° 1 : CARTE DE SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA LIBYE



Source : Les manats du Roi. <http://archives.lesmanantsduroi.com/articles2/article32400.php>



## 2 – La composition Tribale

La tribu est considérée comme une composante essentielle de la société libyenne où elle joue un rôle socio-économique et politique important. Le système tribal y est complexe et très difficile à déchiffrer en raison de la nature fermée de la société. La répartition géographique des tribus et leur rôle politique sont principalement fondés sur la composition ethnique de la société. Les deux tribus arabes les plus importantes et les plus influentes provenaient de la péninsule arabique : la tribu Beni Salim s'est installée en Cyrénaïque et sur la région côtière orientale de la Libye ; celle de Beni Hilal a occupé l'ouest autour de Tripoli. Quant à Al-Amazighe, il est difficile de quantifier le nombre de personnes appartenant actuellement à sa confédération. Toutefois, on peut les estimer à environ 200 000 et elles habitent dans les montagnes du Djebel Nefoussa et dans la ville côtière de Zouara. La revendication identitaire, notamment amazighe, émerge à nouveau<sup>15</sup>. Affirmant avoir été injustement marginalisés et martyrisés pendant les quarante-deux ans de pouvoir de Kadhafi, les Berbères cherchent à obtenir une représentation politique ainsi qu'une reconnaissance de leur culture (langue, journaux et chaîne de télévision).

Pour simplifier un sujet extrêmement confus, nous donnerons un aperçu des tribus les plus influentes par leur effectif et leur position géographiquement dominante, les tribus les plus importantes ayant naturellement une influence accrue sur de plus grandes zones et une plus grande capacité à se poser face à une autorité centrale.

### 2.1 – *Les tribus les plus influentes dans l'Ouest de la Libye (Tripolitaine)*

En Tripolitaine, la tribu la plus grande et la plus influente dans l'est de la Libye est celle des Warfalla. Elle y joue traditionnellement un rôle central. La tribu des Qadhafia, plus petite et insignifiante par ailleurs, située en bordure de la région de Syrte au centre du pays, n'a pris de rôle politiquement central et dominant que lorsque Kadhafi, l'un de ses membres, est arrivé au pouvoir. Il fallait des alliances pour rester au pouvoir. La tribu de Zinten devient une force politique et militaire après la chute de Kadhafi. N'oublions pas qu'il existe un certain nombre de tribus éminentes dans cette région dont les Tarhuna et Warshafana qui comptaient dans le système tribal de Kadhafi. Ces tribus situées juste à côté de Tripoli sont fortement intégrées à l'armée libyenne.

---

<sup>15</sup> Hélène Bravin, Kamel Almarache, « Le temps des milices et des gangs », *Les Cahiers de l'Orient*, (N° 111) 2013/3, pp. 107-146. Voir aussi, Salem Chaker, Masin Ferkal, « Berbères de Libye : un paramètre méconnu, une irruption politique inattendue », *Politique africaine*, (N° 125), 2012/1, pp. 105-126.

### 2.1.1 – La Tribu des Warfallah

La tribu Warfallah est la plus importante de Libye en nombre et en répartition géographique. C'est la tribu dominante en Tripolitaine. Elle compte environ un million d'individus. Des membres de cette tribu vivent à l'Ouest de la Libye où se trouve la ville de Bin Waled « fief de tribu Warfalla » ; elle essaime aussi dans l'Est et dans le Sud.

Pendant dix-huit ans (1975-1993), l'alliance Qadhadfa et Warfalla se transforme progressivement en véritable force hégémonique. Profitant de la nouvelle alliance tribale, les Warfalla ont préparé le terrain pour leurs membres afin d'infiltrer les institutions étatiques, l'administration, l'armée, les structures diplomatiques et notamment la sécurité et les Comités révolutionnaires. Comme ils avaient le sentiment que la tribu s'était trop impliquée aux côtés de Kadhafi, les « cheikhs » Warfallah ont commencé à penser au changement. Mais surtout intervint une division en deux camps : d'une part les chefs et cheikhs qui restaient en apparence fidèles à l'alliance ; de l'autre, les jeunes officiers Warfallah qui occupaient des postes stratégiques au sein de l'armée. Ceux-ci ont mené en 1993 une insurrection militaire contre le Guide, soulèvement qui s'est soldé par un échec. Le régime devait réagir avec une violence inouïe : procès, exécutions de militaires de haut rang, pendaisons de civils, démolition des maisons des officiers impliqués dans le complot en présence des familles concernées qui furent interdites d'école, privées d'eau et d'électricité. Cela a provoqué un contrecoup des Warfallah de Bin Waled. En représailles à cette tentative de destitution forcée, le régime avait basculé à l'époque dans une répression aveugle qui ne tarda pas à susciter à partir de ce moment le délitement progressif des alliances tribales (Warfallah, Qadhadfa et Magariha) sur lesquelles reposait le système de Kadhafi. Pourquoi ce recours à une violence aussi excessive alors que la crise aurait pu faire l'objet d'un traitement juridique normal ? C'est précisément que la logique dominante était d'essence tribale<sup>16</sup>.

Les tribus ne sont pas considérées comme des acteurs collectifs gouvernés par les dirigeants, dans un sens autoritaire et hiérarchique. Au contraire, chaque tribu est segmentée en « sous-tribus », des lignées et des familles élargies<sup>17</sup>. En 2011, Warfallah n'a pas agi comme un acteur unifié. Les notables de Bani Walid ont aidé à mobiliser un soutien pour le régime parmi les circonscriptions tribales. Lors de la Conférence des tribus libyennes à Tripoli en mai 2011, le président, Ali al-Ahwal, et son adjoint, le dignitaire religieux Muhammad al-Barghuthi, provenaient de Bani Walid. Bani Walid est également restée parmi les derniers bastions du régime avec Syrte et n'est tombée qu'en octobre

---

<sup>16</sup> Moncef Ouannès, « Composante endogène de la résurgence tribale », *Outre-Terre*, (n° 29), 2011/3, pp. 255-262.

<sup>17</sup> Cécile Hennion, « Dans l'euphorie de la révolution, les blessures libyennes ont été sous-estimées », *Le Monde*, 20 Février 2016.

2011<sup>18</sup>. Les Warfallah de l'Est ont, en majorité, soutenu la révolution dès le début. A titre d'exemple, le cheikh des « Warfallah », dans la région de Benghazi, a demandé à la population de s'opposer au régime. Son chef a même déclaré : « *Nous déclarons au frère Mouammar Kadhafi qu'il n'est plus un frère, nous lui disons de quitter le pays* »<sup>19</sup>.

Avec le repositionnement des identités primaires sur la scène politique, il était normal qu'en février 2012, les aînés tribaux de Bani Walid créassent le « Conseil social des tribus de Warfalla CSTW » dont le nom et les insignes ne faisaient aucune référence au nouvel ordre, mais rappelaient plutôt l'ère Kadhafi. Composé de dix hommes de chacune des cinq Aqşam de Warfalla (une structure de l'ère ottomane établie à des fins fiscales), le Conseil social a prétendu être le seul représentant légitime de la ville et organe décisionnel. Les membres de la CSTW se réunissent régulièrement pour coordonner et planifier les affaires locales. Le CSTW ignore et refuse toujours de reconnaître la légitimité de tout gouvernements post-Kadhafi ou d'institutions nationales. L'antagonisme envers les institutions nationales s'explique en partie par les problèmes de justice transitionnelle rencontrés par Bani Walid dont la jeunesse a formé une proportion importante de combattants loyaux à Kadhafi pendant la révolution et qui, depuis la révolution, ont abrité un certain nombre de personnes considérées comme des criminels de guerre et contre lesquelles des mandats d'arrêt ont été délivrés.

En juin 2014, le Conseil social s'est abstenu de boycotter les élections législatives. Le vote a finalement eu lieu mais la participation était faible et le vote fragmenté. Les gagnants pouvaient difficilement prétendre représenter Bani Walid. Le CSTW a également organisé des rassemblements régionaux des chefs tribaux dans les régions centrales et méridionales. Ces rassemblements ont été utilisés comme occasions de demander aux tribus de s'unir pour appuyer l'introduction d'amnisties nationales, la libération de prisonniers et la fin de la marginalisation de communautés particulières. Dans la crise nationale croissante de la mi-2014, la position ostensiblement neutre de Bani Walid a tenté de faire émerger une alternative politique : ni Karama ni Fajr Libya. Ils ont échoué et sont d'autant plus marginalisés qu'ils n'ont aucune puissance militaire d'importance dans l'escalade de la lutte du pouvoir national.

### 2.1.2 – La Tribu Qadhadfa

La tribu de Qadhadfa est la tribu du Mouammar Kadhafi né dans une ville du désert à environ 50 milles au sud de Syrte. Il y a six sous-tribus de Kadhafi. Leurs membres se trouvent dans les deux plus grandes villes libyennes, à Tripoli et à Benghazi, mais leur forteresse principale se situe dans le territoire s'étendant de Syrte (Kadhafi envisagea un

---

<sup>18</sup> Wolfram Lacher, « Libya's Local Elites and the Politics of Alliance Building », *Mediterranean Politics*, 2016, pp. 64-85.

<sup>19</sup> Igor Chersticha, « Libya's revolution : tribe, nation, politics », *open Democracy*, 2011, pp. 1-6.  
file:///Users/benlamma/Desktop/tribaux/2011-10-03\_-\_Libya039s\_revolution\_tribe\_nation\_politics\_.pdf

temps d'en faire la capitale politique du pays) au quartier Fezzan de Sabha (où Kadhafi fréquentait l'école secondaire).

La tribu Qadhadfa n'est pas une force historique en Libye, en partie parce qu'elle est peu peuleuse. La plupart des membres de Qadhadfa n'a pas joué un rôle important dans la guerre contre l'occupation italienne, par exemple ; elle n'a pas eu d'influence pendant la monarchie se consacrant principalement à l'élevage<sup>20</sup>. Mais depuis que Kadhafi a pris le pouvoir, les membres de la tribu sont venus jouer un rôle essentiel dans les affaires du noyau libyen. Le numéro un libyen, Kadhafi, comptait beaucoup sur les membres de sa tribu pour défendre son régime contre les tentatives de coup d'État. Il a même dissous l'armée, appelée à l'époque « Echaâb El Moussalah » (peuple armé), qui a mené contre lui la première tentative de coup d'État<sup>21</sup>. En revanche, Kadhafi a renforcé les forces de sécurité spéciales dirigées par ses fils et les membres de sa tribu. La tribu de Kadhafi étant bien évidemment la plus représentée dans l'armées, va dans le même sens ; elle consacre les bases tribales de la politique de Kadhafi, le soutien apporté par les tribus dépendant principalement de leur niveau de réussite économique sous le régime. Ce besoin explicite d'associer les tribus à la hiérarchie du pouvoir met en évidence une incontournable donne tribale dans la société libyenne. Cette dernière ne constitue pourtant pas seulement une ressource de légitimation pour le pouvoir, elle en est avant tout la principale source d'inspiration<sup>22</sup>.

### 2.1.3 – Tribu Zinten

Zinten, située au milieu du djebel (massif) Nefoussa, à 150 km au sud-ouest de Tripoli, est devenue une place forte de la Libye post-Kadhafi. Elle a acquis une grande quantité d'armes abandonnées par Kadhafi et a développé une influence militaire considérable. Alors qu'il existe un gouvernement local stable à Zinten, il y a eu des affrontements armés avec la tribu voisine de Machachiya pour un différend sur les droits fonciers qui a son origine dans la redistribution arbitraire de tribus de Kadhafi. Son fils puîné, Saif al Islam Kadhafi, reste en prison à Zinten en attente d'un procès, officiellement jusqu'à ce que la règle de droit et le pouvoir judiciaire soient rétablis en Libye, mais plus probablement comme un « otage d'influence ».

Les Zinten ont également déployé une forte présence militaire à Tripoli afin de préserver leur influence sur la coalition vacillante qui lutte actuellement pour gouverner la Libye<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> Special Report : Libya's Tribal Dynamics, Assessments, Stratfor, Feb. 25, 2011. <https://worldview.stratfor.com/analysis/special-report-libyas-tribal-dynamics>

<sup>21</sup> Hocine Chougui, « La composition ethnique des tribus libyennes », 12 mars 2012. <http://www.ism-france.org/analyses/La-composition-ethnique-des-tribus-libyennes-article-16702>

<sup>22</sup> Ali Dolamari, « Le tribalisme libyen : un critère géopolitique », *Outre-Terre*, (n° 23), 2009/3, pp. 123-125.

<sup>23</sup> « Report Libya : Militias, Tribes and Islamists », 19 December 2014. [http://www.landinfo.no/asset/3025/1/3025\\_1.pdf](http://www.landinfo.no/asset/3025/1/3025_1.pdf)

En 2014, quand le projet national s'est enlisé, les forces Zinten ont favorisé le camp des pros opération « dignité », qui regroupe schématiquement la faction « anti-islamistes ». Les Zinten ont perdu la bataille de Tripoli ; ils ont dû se replier dans leur fief montagneux du djébel Nefoussa. Malgré la profondeur stratégique dont ils bénéficient vers le grand Sud, en dépit des bonnes relations qu'ils entretiennent avec certaines tribus de cette région (notamment des groupes touareg) et nonobstant leur contrôle de trois champs de pétrole du Fezzan, ils ne disposent plus de la capacité de peser militairement en Tripolitaine.

## 2.2 – La tribu de la région de Barqa (Cyrénaïque)

À l'Est, la région de Barqa ou Cyrénaïque est marquée par une forte composition tribale<sup>24</sup>. Les tribus jouent un rôle important dans la société et influencent les spectres politiques et économiques de la région. Les tribus de Cyrénaïque se divisent selon leur statut socio-économique en deux catégories : les Sa'da<sup>25</sup>, prétendument descendants des Bani Salim possédaient la terre. Leurs clients, les Marabtin, descendaient d'invasions arabes antérieures, les Abaidat, Abid, Ailat Fayid, Arif, Awaqir, Bara'assa, Darsa, Hasa et Magharba qui constituent les neuf tribus Saadi. Il existe environ 24 tribus de Marabtin<sup>26</sup>, y compris les Awwama, Fwakhir, Habbun, Jarrarra, Mnefa, Qatan, Sh'habat, Shwair, Taraki et Zuwaya.

### 2.2.1 – Tribu Al-Abaidat

La tribu Al-Abaidat, composée d'une quinzaine de sous-tribus, est l'une des tribus les plus puissantes de la région de Cyrénaïque. La tribu Sa'da dominante est Al-Abaidat dont les membres se sont installés dans la région au XVIII<sup>e</sup> siècle repoussant l'Awlad Ali vers l'Égypte de l'Ouest. Al-Abaidat repose sur la relation entre quinze clans qui contrôlent

---

<sup>24</sup> La Cyrénaïque (en grec ancien *Κυρηναία*, en latin *Cyrenaica*, était une province romaine d'Afrique du Nord, située entre les provinces d'Égypte et de Numidie. Ce territoire fait aujourd'hui partie de la Libye. Son nom provient de la ville grecque de Cyrène. Colonisée par les Grecs à partir du V<sup>e</sup> siècle avant notre ère, elle a longtemps appartenu à l'Égypte hellénistique. Ptolémée VIII la légua à titre personnel à son fils Ptolémée Apion qui, sans héritier, la légua à son tour à la République romaine en 96 avant JC. Celle-ci en fit une province avec l'île grecque de Crète. Lorsque les Arabes musulmans s'en emparèrent au VII<sup>e</sup> siècle, le dessèchement du climat et la baisse des réserves en eau avaient déjà beaucoup dépeuplé le pays, dont la prospérité n'était plus qu'un souvenir. Les Roumis furent chassés vers la Sicile ou la Crète, et le pays resta désert plusieurs siècles. Au XIV<sup>e</sup> siècle, une amélioration climatique permet une recolonisation humaine : le pays, nommé en arabe Cyrénaïque (قبرقة), fait partie de l'Égypte avant de devenir une province de l'Empire Ottoman, qui finit par le rattacher à la Tripolitaine. En 1911, l'Italie s'empare de la Tripolitaine et donc de la Cyrénaïque, qui dès lors suit le destin politique de la Libye. Pour en savoir plus voir Bulhasen Saifelnaser, « Les relations Franco-libyennes, thés pour le doctorat en sciences politiques », Faculté de droit et de sciences politiques Université d'auvergne –Clermont-FD1, 2008.

<sup>25</sup> Sa'da : tel est le nom donné à ces tribus arabes dont la généalogie remonte aux premières migrations en Libye et même au-delà, aux temps du Prophète et de ses compagnons. Ces tribus ont une culture martiale et devaient leur position dans la société libyenne aux conquêtes militaires de leurs ancêtres.

<sup>26</sup> Les Marabtin sont des tribus arabes libyennes d'origine. On retrouve dans leur généalogie un patrimoine non-arabe et indigène. En raison de leur fonds mixte, ils sont souvent subordonnés aux tribus Sa'da.

différents territoires conquis de droit. Chaque clan a son cheikh, chaque clan est indépendant de l'autre. Al-Abaidat doit sa position à son expertise militaire et à sa protection à l'ordre religieux de Sanusi. Pour cette raison, ils ont occupé la direction de toutes les institutions de sécurité de la région depuis l'ère ottomane, y compris l'armée nationale libyenne sous Idris et Kadhafi.

Al-Abaidat a été défaite dans les premiers jours du soulèvement de février 2011, principale raison pour laquelle Kadhafi a perdu le contrôle de l'Est de pays. La tribu compte parmi ses membres (Aguila Salah) le président de la chambre des Représentants libyenne. Après la chute du régime Kadhafi, la Libye a connu un phénomène de retribalisation de la vie politique parce qu'il ne s'y était pas produit de phénomène de dissolution de la tribu, mais au contraire un renforcement prémédité de son poids politique, économique et social. Et ceci légitima les alliances tribales. Pour cette raison et pour d'autres, le système tribal est resté vivace en Libye et impliqué dans la situation politique<sup>27</sup>. C'est le cas de la tribu Al-Abaidat qui était représentée de manière substantielle avec l'autre tribu Sa'da contrôlant presque toutes les institutions clés dans l'est de pays y compris militaires et de sécurité (les appareils de renseignement, la direction de la sécurité, l'Intelligence militaire, la Force aérienne, les divisions militaires et les bases navales et militaires). En 2011, les commandants d'Al-Abaidat décident de ne pas répondre aux ordres de Kadhafi dont les décisions étaient personnelles, bien que prises en consultation avec un éventail d'acteurs, y compris les chefs tribaux<sup>28</sup>. Plus précisément, certaines défections étaient critiques : de Sulaiman Mahmud al-Ubaidi, qui contrôlait le port de Tobrouk et le terminal pétrolier de Marsa al-Hriqa ; celle d'Abd al-Fattah Yunis, qui, à cause de son long service à Kadhafi, contrôlait la brigade de sécurité stationnée à Benghazi ; enfin celle du personnel de la Force aérienne libyenne stationné à la base aérienne de Gamal Abdul Nasser.

### 2.2.2 – *Tribu Al-Awaqir*

La tribu d'Awaqir est l'une des neuf tribus aristocratiques de Saadi qui ont été influentes pendant le règne du roi Idris mais ont été dépouillées de leur pouvoir par Kadhafi. Elle détient des terres étendues au sud et à l'ouest de Benghazi. C'est une tribu complexe et multiethnique, dont quelques branches étaient constituées de pasteurs semi-nomades et plus sédentaires. Elle est dominée par le principe de l'ancienneté. L'autorité et l'orientation appartiennent à des dirigeants tribaux seniors. Lorsque le boom du pétrole a commencé dans les années 1950, les membres de la tribu Awaqir ont migré de leur patrie vers Benghazi pour trouver un emploi, vivant d'abord dans des cabanes improvisées à la périphérie. Les membres tribaux d'Al-Awaqir ont occupé des postes supérieurs

---

<sup>27</sup> Moncef Ouannès, « La Libye dans « le printemps arabe » : éléments d'une lecture de la révolte armée », *NAQD*, (N° 29), 2012/1, pp. 167-187.

<sup>28</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, op. cit, p. 19.

au sein du régime de Kadhafi, y compris des postes ministériels. Cependant, après la chute du guide, malgré un lobbying intensif, l'Awaqir n'a pas été incluse dans les échelons supérieurs du gouvernement post-Kadhafi.

La tribu al-Awaqir a également joué un rôle de premier plan dans l'Opération de la Dignité pour lutter contre les islamistes « Ansar al-Shari'a AAS et l'État islamique EI » à Benghazi. Toutefois les relations entre la tribu d'Awaqir et le commandant de l'Opération de la Dignité, Khalifa Haftar, se sont détériorées depuis la reconnaissance du ministre désigné de la Défense, Al-Mihdi Al-Baraghathi du Conseil présidentiel proposé par l'ONU et l'arrestation de Nuri Bu Fanarah – dans la ville de Sulug, à 53 kilomètres au sud-est de Benghazi –, l'un des principaux dirigeants de la tribu par le commandant de l'Opération de la Dignité. Il a été exfiltré par la force de la prison d'Al-Kofiya à Benghazi quelques heures après son arrestation.

### 2.2.3 – La Tribu Zuwaya

La tribu Zuwaya pourrait ne pas être la plus grande tribu en Libye mais elle représente encore une force considérable, ne serait-ce que par sa situation géographique. Ses membres sont répartis dans toute la région de Cyrénaïque, depuis les zones autour des installations d'exportation de pétrole sur le Golfe de Sidra jusqu'aux régions intérieures autour des gisements de pétrole proprement dits, ainsi que sur l'oasis d'Al Koufra. Les Zawiya sont connus comme une tribu féroce et xénophobe. Dans leur représentation du passé, au moins jusqu'à l'instauration de la monarchie as-Sanusi, les Zuwaya préservent la représentation d'une société sans État, sans hiérarchie, sans autorité, où tout va dans le sens d'un maintien de la liberté<sup>29</sup>. Traditionnellement pratiquant le pastoralisme nomade des moutons et des chameaux dans une zone triangulaire avec son sommet à Ajdabia et Djeghboub, la Zuwaya a conquis la région de Koufra, située dans l'extrême sud Libyen, un secteur à haute valeur stratégique. C'est une région située dans le triangle formé par les frontières des trois pays : l'Égypte, le Tchad, et le Soudan. La tribu Zawiya possède la plupart des palmiers dattiers des oasis de Koufra, employant les tribus Tebu comme ouvriers.

Les Zuwaya constituent la plus grande partie de la population de Koufra et forment véritablement un groupe puissant. Les Zuwaya comprennent toutes les personnes qui peuvent s'intégrer à la structure formelle de la tribu : cela inclus les réfugiés en provenance du nord, les clients reconnus en tant que tels et d'autres personnes équivalentes dont l'origine est rarement évoquée. La population Zuwaya comprend également les descendants d'esclaves de race Zuwaya<sup>30</sup>. Cette tribu, qui possédait les zones d'exploitation et d'exportation du pétrole a menacé d'interrompre l'extraction lors de la révolte

---

<sup>29</sup> Ali Dolamari, op. cit., pp. 123-125.

<sup>30</sup> Davis John, « La structure sociale de Koufra », 1983, p. 549.

de 2011. Le leader tribal de Zuwaya, Faraj al-Zuway, a déclaré lors d'une entrevue du 20 février avec Al Jazeera que le Zuwaya arrêterait les exportations de pétrole si l'armée ne cessait pas de tirer sur des manifestants. Faraj a insisté pour que ses mots soient considérés comme "un avertissement de la tribu Zuwaya". Il a donné un ultimatum de 24 heures à Kadhafi pour ordonner aux militaires de cesser d'utiliser la force pour mater la révolte. Il n'y a aucun signe que les Zuwaya ont mené à bien leur menace. L'hostilité entre Zuwaya et Tebu a longtemps été endémique à Koufra et s'est transformée en guerre ouverte depuis le poids du régime de Kadhafi a été levé après la guerre civile de 2011.

#### 2.2.4 – La carte tribale de la région Fezzan

Les habitants originaux de la région Fezzan sont un ensemble de familles réduites, de tribus collectivement appelées Fazzazna et de tribus arabes nomades qui ont dominé la politique de Fezzan depuis l'époque ottomane. Lorsque les Ottomans ont tenté de collecter des taxes et de contrôler les routes commerciales sahariennes, l'Awlad Sulaiman, Qadhadfa et Warfalla se sont regroupés dans une alliance appelée al-Suff al-Fuqhi. Cette alliance s'est concentrée sur Sabha et a été dirigée par Awlad Sulaiman, en particulier la famille Saif al-Nasr qui a brièvement dirigé un sultanat en Fezzan de 1830 à 1842. L'alliance a été relancée en 1923 pour résister aux canonnières italiennes. Mais en 1930 elles n'ont pu résister aux gaz toxiques et l'aviation<sup>31</sup>. La prise de pouvoir par Kadhafi en 1969 a secoué l'ordre tribal à Sabha à nouveau ; Kadhafi a cherché à réduire l'influence des tribus, placé le Qadhadfa à la tête des institutions militaires et sécuritaires et a promu des tribus précédemment mineures et marginalisées comme le Magariha à Fezzan. Dans la région de Fezzan huit tribus sont très influentes : les Awlad Sulaiman, Warfalla, AL-Hasswna, Magariha, Qadhadfa, Tebu, Touareg et Fazzazna. Mais trois tribus dans la région de Fezzan sont particulièrement importantes aujourd'hui.

#### 2.2.5 – La tribu Awlad Suleiman

La tribu Awlad Suleiman, une tribu arabe qui a brièvement été la force dominante dans Sebha et dans une grande partie du Fezzan pendant toute la régence turque ottomane (1551-1911), au cours de la période coloniale italienne (1911-1943), puis la courte période (1943-1951) du gouvernement militaire français après la Seconde guerre mondiale et lors du Royaume de Libye (1951-1969). Kadhafi a encouragé un grand nombre de pauvres membres migrants Awlad Sulaiman émigrés vers le Tchad et le Niger pendant l'occupation italienne, à revenir en Libye, notamment la famille Saif al-Nasr dont le chef est mort en prison dans les années 1980<sup>32</sup>. La tribu s'est repositionnée comme une tribu cliente clé de la Qadhadfa pendant le régime de Kadhafi.

---

<sup>31</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, op. cit., pp. 25-26.

<sup>32</sup> Ibid. p. 26.

Au cours des quarante années de l'ère Kadhafi, la domination dans le Fezzan de l'Awlad Suleiman a été inversée en faveur de sa propre tribu, de Qadhadfa et de ses plus proches soutiens, la tribu Al-Maqarha. Celle-ci est la tribu de la famille des Saif al Nasr, les leaders les plus éminents et vénérés de la tribu Awlad Suleiman et ses alliés et clients historiques. La famille Saif al Nasr a acquis un statut héroïque dans ses guerres contre les turcs ottomans au début du 19<sup>ème</sup> siècle et les colons italiens au début du 20<sup>ème</sup> siècle. En 2011, le rapport de force a changé à mesure que la tribu a cherché à se réaffirmer en tant que tribu dominante à Sabha en s'alliant à Misrata. Ceci a gravement endommagé les anciens pactes tribaux (Awlad Sulaiman, Qadhadfa et Warfalla) et reflète la lutte tribale de fond pour le pouvoir.

### 2.2.6 – *La tribu Magariha*

L'influence tribale en Libye est extrêmement importante, en particulier depuis les années 1970 : importante pour l'obtention d'un emploi dans les comités généraux du peuple de Libye, importante dans l'appareil de sécurité du pays. En plus, le degré d'allégeance politique au régime dirigeant à Tripoli a varié d'une tribu à l'autre, en particulier pendant les quarante années où Kadhafi a été au pouvoir. La tribu qui a les liens les plus forts et les plus longs avec la région de Kadhafi est la tribu Magariha qui fut longtemps makhzénienne<sup>33</sup>, une tribu arabe basée à Brak Al-Shati. Historiquement marginale, la tribu a été amenée dans les services de sécurité par Kadhafi pour contrebalancer l'influence historique et démographique des principales tribus.

De fait, l'alliance Qadhadfa/ Magariha se transforma progressivement en véritable hégémonie profitant de la déliquescence de l'État, du délabrement des structures gouvernementales et du fait même de la reconnaissance du rôle social et politique des tribus en tant que telles. À cela s'ajoutaient des opportunités illimitées d'enrichissement matériel. La tribu Magariha s'est trouvée en meilleure position pour mener un coup d'État contre le leader libyen car de nombreux membres de cette tribu occupaient des postes sensibles et supérieurs du gouvernement libyen et des services de sécurité. La tribu Magariha était incarnée par l'homme fort de l'époque, le colonel Abdullah al-Sanussi, chef de l'organisation de la sécurité de la Jamahiriya (JSO). Al-Sanussi reste fidèle à Kadhafi jusqu'à la chute du régime. Un autre homme fort de la tribu Al-Magariha est l'ancien Premier ministre libyen Abdessalam Jalloud, largement considéré comme le bras droit de Kadhafi pendant une grande partie de son règne. Il est également l'un des 12 membres du Conseil du commandement révolutionnaire qui a mené le coup d'État de 1969. Il a occupé le poste de premier ministre pendant cinq ans dans les années 1970 et a été

---

<sup>33</sup> Les tribus makhzen sont des tribus intégrées dans le dispositif sécuritaire et militaire du pouvoir central, pour lequel elles assurent l'autorité et la surveillance sur leur territoire et à qui elles servent de force d'appoint et de renfort militaire en cas de nécessité. Elles s'impliquent à ce titre dans la lutte contre les diverses oppositions sur leur territoire. Pour en savoir plus voir Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22. Voir aussi Moncef Ouannès, « Composante endogène de la résurgence tribale », pp. 255-262.

considéré comme le deuxième homme le plus puissant en Libye. En 2011, les Magariha restent fidèle à Kadhafi jusqu'à la fin de la Jamahiriya.

### 2.2.7 – La tribu Tebu

Les Tebu sont des tribus indigènes noires situées dans le sud-est et sud de la Libye, près des montagnes Tibesti, le long des frontières tchadienne et nigérienne. Leurs principaux centres de population se trouvent à Sabha et dans l'oasis Al Koufra. Les Toubous traversent un renouveau culturel (semblable à celui des Berbères nord-africains), car la tribu affirme son statut non-arabe et exige une reconnaissance dans la constitution libyenne à venir. Leurs liens tribaux transfrontaliers ont également fait l'objet de controverses en ce qui concerne leur nationalité. L'intérêt de l'industrie pétrolière a attiré de nombreux Toubous du Tchad voisin et du Niger vers la Libye<sup>34</sup>. Les Toubous sont la tribu la plus originale du pays simplement en raison de leur couleur de peau : ils ressemblent plus aux Africains subsahariens que leurs compatriotes au nord. *(En effet, lorsque des rapports ont d'abord émergé sur des mercenaires africains employés par Kadhafi pour réprimer le soulèvement, il y avait une certaine confusion quant à savoir s'ils auraient pu être des éléments Toubous de l'armée libyenne confondus avec des étrangers)*<sup>35</sup>.

La population de Tebu provient de provinces traversées par les itinéraires lucratifs du trafic en transit de l'Afrique subsaharienne vers le nord de la Méditerranée. Traditionnellement, les Tebu contrôlaient les routes commerciales de la caravane qui traversaient leur territoire. Ils étaient largement connus dans le passé pour le pillage et le négoce de pommade. Leur langue est le Tebu et leur unité sociale de base est la famille nucléaire organisée en clans. Ils vivent par d'une combinaison de pastoralisme, d'agriculture, de contrebande de substances et de la culture des dates. Le contrôle territorial et frontalier sur les voies de la traite a entraîné des tensions entre les communautés Tebu et Arab-Berber qui résidaient dans la région. C'est aussi un territoire privilégié pour le commerce illicite des carburants subventionnés par le gouvernement et des aliments transformés en contrebande hors du pays en échange d'armes, de drogues, d'alcool et de migrants. La chute de Kadhafi a déclenché une guerre mineure pour le contrôle du commerce frontalier entre les habitants noirs de Tebu de Koufra, Sebha et Muzuq et les tribus arabes blanches - Zawiya, Awlad Suleiman. Sur ce front, le Tabou semblait avoir pris l'avantage avec l'aval tacite du gouvernement.

Depuis mi-2014, les Tebu ont été intégrés dans l'armée nationale dirigé par Haftar contre la force Fajr Libye et les islamistes à Bengazi. Les milices de Tebu ont occupé deux autres bases militaires importantes dans le sud-ouest largement libéré de la Libye,

---

<sup>34</sup> David Wood, « Libya Conflict Assessment: Literature Review », Civil Society Dialogue Network, 26 July 2012, pp. 11-12.  
[http://eplo.org/wp-content/uploads/2017/02/CSDN\\_Early-Response\\_Libya\\_Agenda\\_Literature-Review.pdf](http://eplo.org/wp-content/uploads/2017/02/CSDN_Early-Response_Libya_Agenda_Literature-Review.pdf)

<sup>35</sup> « Special Report: Libya's Tribal Dynamics », op. cit.

refuge pour les contrebandiers et les terroristes. La base aérienne de Wegh était occupée par la milice de Shield du désert de Murzuk du colonel Wardoku et le poste militaire à al-Tum était occupé par la milice d'Oum al-Aranib commandée par Sharfadeen Barka.

Encouragés par la nouvelle situation, les Tebu tentent de réclamer leur citoyenneté, exigeant de meilleurs services sociaux et l'accès au pouvoir politique. Tebu a montré une allégeance à Kadhafi par le passé, allégeance largement financée. Leur loyauté envers n'importe qui d'aussi lointain que Haftar ne sera pas permanente. On notera que le soutien de Tebu promis au Conseil des représentants et à l'opération Dignité ne se produit qu'après la promesse de soutien de ses rivaux tribus arabes (Awlad Suleiman) à l'opération Dawn. Cela montre que le tribalisme libyen est souple et que les allégeances fluctuent selon les circonstances et les opportunités pragmatiques.

Enfin, dans le contexte politique post-2011, on a entendu parler de « la tribu de Misrata ». C'est intéressant, car il n'y a pas, en soi, de « tribu de Misrata ». Misrata est avant tout une ville commerçante, avec des élites largement héritées de l'Empire ottoman. C'est une ville portuaire d'une population de 300 000 habitants et un centre clé pour les secteurs de l'importation et de la vente au détail de Libye<sup>36</sup>. Se référer à la « tribu de Misrata » n'a ainsi pas de sens, sauf en termes d'appartenance à une communauté particulière. Entre 1969 et 2011, Misrata fournissait le gros des effectifs ministériels, dépassant en nombre ceux de Tripoli et de Benghazi. Alors que le régime a lancé un investissement à grande échelle dans le logement et l'infrastructure au milieu des années 2000, une poignée d'hommes d'affaires de Misrata ont utilisé leurs relations privilégiées avec des personnages de poids pour obtenir positions privilégiées et prébendes. Cependant, en février 2011, la grande majorité des familles commerçantes de Misrata ont rapidement rejoint la révolution.

Après la chute de Kadhafi, Misrata est devenu un important centre de pouvoir politique et militaire par la grâce de la révolution, de son influence financière et de la cohésion de son élite commerciale. Après la guerre de 2011, les politiciens de Misrata ont émergé comme les principaux partisans d'un programme révolutionnaire. Misrata était fortement représenté dans les gouvernements de transition successifs, et ses chefs ont obtenu des positions de leader dans les principaux véhicules d'investissement et les entreprises publiques. Les dirigeants de la brigade Misrata ont fait pression pour la reconnaissance officielle des unités de la ville et ont poussé les ex-forces révolutionnaires à remplacer l'armée. Ces forces ont été reconnues et les budgets sous divers arrangements institutionnels ont représenté une évolution qui a encore cimenté leur pouvoir et créé des intérêts acquis dans la répartition des ressources du secteur de la sécurité. En oc-

---

<sup>36</sup> Cécile Hennion, « Dans l'euphorie de la révolution, les blessures Libyenne ont été sous-estimées », *Le Monde*, 20 Février 2016.

tobre 2012, les représentants de la GNC de la ville étaient parmi les principaux promoteurs de la décision numéro 7, autorisant la création d'une force pour reprendre Bani Walid suite à la détention de plusieurs Misrata dans cette ville<sup>37</sup>. Les unités de Misrata constituaient la composante la plus importante dans une coalition de forces des bastions révolutionnaires qui jouissaient maintenant d'un statut officiel en tant que force de protection de la Libye. Les quelques Misrata proéminents opposés à l'action, comme le colonel Salim Jha, une figure de premier plan dans la lutte révolutionnaire, ont été rapidement isolés. Dans l'ensemble de la Libye, l'épisode a façonné les perceptions de Misrata comme une force intransigeante et impitoyable déterminée à dominer le nouvel ordre.

En raison de son rôle dans la chute de Kadhafi, Misrata entend bien capitaliser sur sa légitimité révolutionnaire. La maîtrise du port et donc l'un des principaux accès à la mer ont été décisifs pour acheminer armes, munitions, biens. Forte de leur victoire, les milices de Misrata ont été particulièrement virulentes contre la ville de Tawarghas (40 000 habitants) vidée de sa population au prétexte de son soutien à Kadhafi. Quand le projet national s'est enlisé, les milices de Misrata ont lancé l'opération Aube libyenne en agrégeant des forces aussi disparates que les Frères musulmans, les djihadistes locaux héritiers du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) et des Amazighs opposés aux Zinten. L'opération Aube libyenne avait pour but de conquérir la Tripolitaine ou tout au moins la ville de Tripoli. Elle s'est traduite localement par des affrontements violents contre les Zinten qui contrôlaient l'aéroport de Tripoli. Elle a pu passer à l'offensive contre les Zinten pour prendre le contrôle de Tripoli. Misrata est à présent la force politique militaire dominante en Tripolitaine.

---

<sup>37</sup> Wolfram Lacher, « Libya's Local Elites and the Politics of Alliance Building », op. cit., 2016, pp. 64-85.





### 3 – Le rapport entre la tribu et l'État

Le tribalisme, en tant qu'organisation politique à l'intérieur et à l'encontre de l'État, existe encore en Libye, même si l'évolution démographique, l'urbanisation et le développement l'ont peu à peu érodé. Car le processus d'érosion du cadre tribal, à des rythmes variables, s'étend sur plus d'un siècle et demi pour finir par passer d'un tribalisme institutionnalisé à un clientélisme fonctionnarisé. Il va connaître son plein épanouissement sous l'ère Kadhafi. Il est important de rappeler que si l'originalité de l'État libyen tient en grande partie au rapport très particulier qui existe entre les tribus et le régime central, aucune des tribus n'accapare durablement le pouvoir à son profit<sup>38</sup>. En revanche, leur influence globale a toujours constitué, au cours de l'histoire, un contrepoids face à l'État que celui-ci soit imposé de l'extérieur où qu'il se veuille oppresseur.

Historiquement, les efforts de construction de l'État en Libye se sont heurtés à la résistance des notables au sein des tribus, notamment parce que la Libye a été gouvernée par des puissances étrangères pendant une grande partie de son histoire. Pour comprendre cette méfiance vis-à-vis du principe d'un gouvernement central, il faut d'abord remonter à l'histoire violente et complexe du XIXe siècle durant lequel la Libye est dominée par les Ottomans qui contrôlent les rives du Sud de la Méditerranée, de l'Égypte à l'Algérie. Les efforts déployés par l'État Ottoman pour renforcer sa présence et son pouvoir ont conduit à ce que l'on a appelé une politique de notables dans laquelle l'État devait travailler avec et à travers des leaders locaux de premier plan pour atteindre la gouvernance.

L'État Ottoman entre ainsi dans une contradiction apparemment insurmontable. Il a besoin d'une force militaire pour intimider ses peuples, lever l'impôt et garantir son troupeau contre les prédateurs extérieurs. Mais comment trouver une force militaire parmi des sujets auxquels on interdit le courage et la solidarité ? L'État doit donc la chercher ailleurs. Ailleurs, c'est-à-dire à ses confins, dans le monde des tribus, cette part de l'humanité qui ne vit pas sous le contrôle d'un État, qui ne paie pas l'impôt et n'est donc pas désarmée. C'est cette force solidaire des tribus que l'État achète pour assurer toutes les fonctions de violence (armée ou police) dont il a besoin<sup>39</sup>.

À cette époque, l'État ottoman dépendait donc de l'influence politique et du soutien des familles libyennes prééminentes pour collecter des impôts, prélever des soldats, contrôler les échanges, etc. Les Ottomans choisissent d'intégrer les élites locales en associant

---

<sup>38</sup> Olivier Pliez, op. cit., pp. 235-248.

<sup>39</sup> Gabriel Martinez-Gros, « L'État et ses tribus, ou le devenir tribal du monde. Réflexions à partir d'Ibn Khaldoun », *Esprit*, 2012/1 (Janvier), pp. 25-42.

notamment les notables ruraux aux structures de gestion de l'État. La conséquence en est que « *l'organisation sociopolitique tribale cède le pas à l'essor de relations de clientèle, basées sur l'échange de biens et de services entre des individus de statuts socio-économiques différents et dont l'accès aux ressources est inégal* »<sup>40</sup>.

Cette pratique a permis que tels notables puissent émerger d'un groupe ou d'un acteur local avec un capital social ou une influence. Dès lors, ils ont utilisé les structures de l'État pour développer et étendre leur statut social et leur influence ; de son côté et pour étendre son audience, l'administration centrale à Tripoli a permis à ces notables de se déployer. En l'instrumentalisant, les Ottomans altèrent profondément le lien tribal et le banalisent dans le clientélisme.

La colonisation italienne (1911-1943) qui a succédé à la présence ottomane en Libye n'a pas contribué au développement de l'État comme ce fut le cas des deux protectorats français en Tunisie (1881-1956) et au Maroc (1912-1956) où le colonialisme a contribué au processus de monopolisation de la violence par le Bey de Tunis et par le Sultan du Maroc. Les Italiens ont remplacé l'ancienne administration par une exclusivité italienne, dans laquelle la population locale n'était pas autorisée à participer. L'exclusion des Libyens de toute participation à la gestion du pays entraînera leur repli sur les tribus dont l'influence augmente par leur résistance à la colonisation. Lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, la Libye s'est vue accorder l'indépendance (1952), il n'y avait ni organisation politique nationale ni autorité politique. Il faut souligner que jusqu'à la proclamation de l'indépendance, en 1951, le pays reste administré par les Britanniques (en Tripolitaine) et les Français (dans le Fezzan), sous la tutelle de l'ONU.

### **3.1 – La tribu et l'État pendant la monarchie de Senoussite**

Dans le processus de formation de l'État en Libye, la confrérie as-Sanusi a joué un rôle particulier. Les Sénoussi sont les disciples de la Sénoussiya, une organisation politico-religieuse présente en Libye et fondée à La Mecque en 1837 par Muhammad ibn Ali As-Sanusi (1787-1859), connu comme le Grand Sénoussi. Le fondateur de la confrérie double sa mission religieuse d'une action politique de résistance armée aux envahisseurs et organise l'encadrement des tribus bédouines du Sahara par la création d'un chapelet de « zaouias ». La première est fondée à El-Beida, à 20 kilomètres de Cyrène dont le roi Idris Ier régnant, petit-fils du fondateur, vient de faire la capitale fédérale du royaume de Libye. Puis pour éviter la domination turque, le siège de la confrérie est transféré, en

---

<sup>40</sup> Bocco R., « L'État "contourné" en Libye : tribalisme, clientélisme et révolution dans une économie pétrolière », *Revue Genève-Afrique*, vol. 26, (n° 2), 1988, pp. 133-146, cité dans Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22.

1856, dans l'oasis saharienne de Djaghaboub, dont le grand Senoussi fait un centre d'activité culturelle et commerciale avant d'y mourir en 1859<sup>41</sup>.

Le mouvement vint pour organiser ces tribus qui résidaient dans le territoire de Cyrénaïque, et qui ne connaissaient rien de l'organisation politique. Elles étaient en conflit permanent, et même les Ottomans n'avaient pas un contrôle total sur elles. Pour les gagner, la religion fut donc la meilleure méthode. Mais, malgré leur conversion à l'Islam, ces tribus ignoraient tout ce qui concernait cette religion. Ceci fut alors une bonne occasion pour le fondateur du mouvement, en utilisant sa connaissance approfondie de la religion, d'étendre son contrôle sur ces tribus qui ne se soumettaient à aucune autorité sauf celle de la tribu<sup>42</sup>. Il faut souligner que l'autorité de la tribu dans la zaouias Senoussi était composée d'un Cheick, qui était le premier responsable de la zaouias, le chef du système, et le commandant militaire pendant les guerres. Il était aussi l'intermédiaire entre la tribu et l'administration Ottomane, recevait les voyageurs, supervisait la récolte, faisait la prière en tant qu'imam et aidait au prêche et à l'enseignement.

À son actif, l'éthique du travail, de l'effort et de l'autarcie était l'élément essentiel à la structure de l'État et de la société telle qu'imaginée par le Grand Sénoussi, qui a su profiter des institutions soufies très répandues au sein du système tribal d'Afrique du Nord, en l'occurrence les zaouias. Il a également construit des écoles qui connurent un grand succès auprès des tribus, délaissées par l'État central ottoman qui était plutôt concentré dans les zones littorales. Les zaouias n'étaient pas de simples lieux de cultes et d'apprentissage religieux, mais également des centres d'accueil pour les réfugiés et pour le règlement des litiges en l'absence de tribunaux. C'est ainsi que cette institution était devenue incontournable dans le règlement des disputes tribales très fréquentes dans la société libyenne, en particulier entre des tribus aux origines ethniques diverses telles que les Tebu et les Zuwaya. Elle assurait ainsi, comme le fonctionnement du système segmentaire en favorisant entre autres fonctions l'échange des biens et en assurant médiations et arbitrages<sup>43</sup>. Son action politico-religieuse fut influencée par le mouvement wahhabite d'Arabie, auquel il adjoignit nombre d'influences soufies. Les Sénoussi combattirent de 1900 à 1913 l'expansion française dans le Sahara, et en 1911 l'invasion italienne les contraignit à se concentrer en Libye<sup>44</sup>.

Simultanément, la lutte anticoloniale avec la confrérie sénoussi comme force fédératrice, favorise la transcendance des appartenances tribales dans un sentiment national. En 1922, cependant, la colonisation directe de la Libye par le gouvernement de Mussolini

---

<sup>41</sup> Henri de La Bastide, « La Senoussia dans l'Islam contemporain », *Le Monde Diplomatique*, Octobre 1968, p. 35.

<sup>42</sup> Bulhasen Saifelnaser, op. cit., pp. 33-38.

<sup>43</sup> Younes Abouyoub, « Islam et politique dans la Libye contemporaine », *Maghreb - Machrek*, (N° 224-225), 2015/2, pp. 61-72.

<sup>44</sup> Olivier Vallée, « Kadhafi : le dernier roi d'Afrique », *Politique africaine*, (N°125), 2012/1, pp. 147-167.

eut pour conséquence une campagne italienne contre la confrérie, ce qui amena celle-ci à devenir un mouvement nationaliste et permit à Idrīs Al-Sanusi d'être perçu comme une sorte de « père de la nation » ou « père fondateur »<sup>45</sup>. Ce statut lui a encore permis d'être l'interlocuteur de la Grande-Bretagne pendant la Seconde guerre mondiale. Soutenu par les Britanniques, il devient le premier chef d'État libyen. N'ayant pas de base sociale en dehors de la confrérie et de certaines tribus et rencontrant une certaine opposition au sein de la population urbaine de la Tripolitaine, Idrīs Al-Sanusi s'appuie sur le réseau confrérique et s'allie aux tribus du Fezzan et de Cyrénaïque pour gouverner le pays.

Les structures fédérales de l'État libyen indépendant ont constitué un compromis entre les exigences internationales et la réalité d'une formation politique où prédominaient les pesanteurs régionales et tribales<sup>46</sup>. Le mode de fonctionnement tribal retrouve une vigueur lors de l'indépendance, favorisé en cela par la monarchie qui cherche à compenser la faiblesse de son appareil administratif. Le Roi Idrīs a dû recourir aux tribus en tant que relais sociaux pour la résolution des conflits ; le tribalisme se décline plus que jamais sur le mode clientéliste<sup>47</sup>. Le ralliement au Roi Idrīs devait permettre aux membres de certaines tribus d'accéder aux postes et aux prébendes de la rente pétrolière et de bénéficier de tolérance pour leurs pratiques délictueuses (corruption, trafics en tous genres). Les nominations aux postes du gouvernement étaient en grande partie des questions politiques, et la plupart des emplois permanents du gouvernement ont été attribués par le biais du mécénat. La monarchie as-Sanusi avait donc délégué son pouvoir à des familles puissantes et du coup les postes ministériels n'étaient pas attribués aux plus compétents ou aux plus méritants mais à ceux qui appartenaient à des réseaux de notables et à des réseaux tribaux. Des personnalités bédouines et des chefs tribaux occupaient des postes importants en tant que conseillers du roi, prenant des positions intermédiaires entre tribu et état comme Sheikh (chef tribal) et Umdah (représentant du village). Ils devenaient indispensables à la mise en œuvre des politiques aux niveaux régional et local. Le

---

<sup>45</sup> Idrīs as-Sanusi (1890-1983) était le petit-fils du fondateur de la confrérie musulmane fondée par Mohamed Ben Ali as-Sanusi (1787-1859), dans la région de Mostaganem en Algérie (comme l'émir Abdelkader) et dont la famille descend du prophète Muhammad. Il séjourna à la Mecque où il fonda sa propre confrérie dont la doctrine se fonde sur le principe du retour strict au Coran et à la tradition du Prophète (Sunna), rejetant toute innovation susceptible de pervertir l'islam. Idrīs as-Sanusi a reçu une formation théologique et en droit musulman. Après l'occupation italienne de la Libye, il s'engagea avec la confrérie et les tribus alliées dans la résistance anticoloniale. Après s'être réfugié au Caire, il retourna en Cyrénaïque en 1946. En décembre 1951, il fut désigné Roi de Libye et régna de 1951 à 1969. Peu avant le coup d'État du 1<sup>er</sup> septembre 1969, il quitta son pays d'abord pour la Turquie puis l'Égypte, il mourut au Caire en mai 1983. Pour en savoir plus voir, Moncef Djaziri, *État et société en Libye Islam, politique et modernité*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 38.

<sup>46</sup> Moncef Djaziri, « Tribus et État dans le système politique libyen », *Outre-Terre*, (n° 23), 2009/3, pp. 127-134.

<sup>47</sup> Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22.

Roi Idrīs tentait d'intégrer sur le mode clientéliste des leaders régionaux et des chefs tribaux dans l'appareil gouvernemental.

La boîte de Pandore était ouverte tout au long de la période de la monarchie sous le roi Sanusi (1952-1969). Ce qui prédominait alors c'était la coexistence du cadre formel d'une monarchie fédérale et d'une réalité clientéliste et de patronage où primaient les liens de parenté, les liens tribaux, les liens familiaux. L'ensemble représentait pour la monarchie le moyen d'intégrer les élites dans l'État<sup>48</sup>. Même si le Roi Idrīs tentait de promouvoir une nouvelle idéologie étatique basée sur « une idéologie de légitimité fondée sur le principe de l'égalité civique », le clientélisme devint le cadre d'un affairisme effréné nourri par une rente pétrolière en croissance. Alors qu'il devait permettre au roi Idrīs de consolider son pouvoir et améliorer sa légitimité, cette politique eut un effet contraire, celui d'aggraver la crise du régime monarchique et d'en précipiter la chute.

### **3.2 – La Jamahiriya de Kadhafi, un fonctionnement tribal**

L'ascension de Kadhafi au pouvoir a perturbé la dépendance de la population au système tribal. Les troupes insurgées qui ont eu raison du régime issu du putsch antimonarchique du 1er septembre 1969 n'étaient organisées sur une base tribale que dans les petites localités où la mixité des populations est peu significative. La junte militaire était multi-tribale. Le modèle nassérien, dont se réclament ces officiers libyens dans un premier temps, ne pouvait cependant fournir qu'une solution limitée : à la différence de l'Égypte, la Libye ne disposait pas d'une large classe moyenne politisée, ni d'une histoire nationale susceptible de créer les conditions d'un consensus immédiat<sup>49</sup>. Dans ses premières années, le régime de Kadhafi a décrété l'abolition de la tribu et a réorganisé les structures administratives locales selon les intérêts du Conseil du Commandement Révolutionnaire (CCR), remplaçant explicitement les « politiciens tribaux » par des partisans de la Révolution<sup>50</sup>. La réforme, dans l'esprit du socialisme arabe, a rejeté les gouverneurs, les maires et les maires adjoints, des cheikhs ou des notables tribaux, et a mis en place un système de comités et de conseils révolutionnaires au niveau local, régional et national. Il était conçu pour promouvoir et mettre en œuvre l'idée de la démocratie populaire de base. Les institutions de l'État ont généralement été affaiblies délibérément par Kadhafi qui a centralisé le pouvoir dans des réseaux informels entourant sa famille élargie et sa tribu et a réorganisé constamment un patchwork confus d'institutions aux compétences peu claires, redondantes et chevauchantes.

---

<sup>48</sup> Moncef Djaziri, « Tribus et État dans le système politique libyen », op. cit., pp. 127-134.

<sup>49</sup> François Dumasy, Francesca Di Pasquale, « Être historien dans la Libye de Kadhafi. Stratégies professionnelles et pratiques mémorielles autour du Libyan Studies Center », *Politique africaine*, (N° 125), 2012/1, pp. 127-146.

<sup>50</sup> Wolfram Lacher, « Families, Tribes and Cities in the Libyan Revolution », *Middle East Policy* Vol. XVIII (4), Winter 2011.

Ce « démantèlement » de l'État consiste à remplacer ou dédoubler des rouages institutionnels par des organes de pouvoir qui s'avèrent, au final, plus nombreux, plus enchevêtrés, plus lourds et plus fragmentés. Jamais depuis son avènement l'État libyen n'a atteint une telle puissance d'ubiquité et de contrôle social, où se croisent « comités populaires », « congrès généraux du peuple », « comités révolutionnaires » puis « comités d'épuration », « commandements populaires et sociaux » et « clubs tribaux », quadrillant le pays par secteurs d'activité. La densité de ce maillage est l'expression d'une centralisation plus poussée du pouvoir, surclassant même en cela la monarchie<sup>51</sup>.

### 3.2.1 – *La stratégie de recomposition de l'espace tribal*

Au cours de ses premières années au pouvoir, Kadhafi a tenté systématiquement de décomposer le pouvoir des notables locaux. Une des premières mesures de Kadhafi en tant que chef d'État, fut d'abolir les anciennes divisions administratives de la Libye, établies sur la base de l'emplacement des tribus. Il a décrété le licenciement de tous les responsables locaux, y compris les gouverneurs, les maires et les maires adjoints, dont la plupart avaient été des cheikhs tribaux ou des proches ; il les remplaçait par l'établissement d'alliances avec des tribus majeures par des mariages familiaux et des nominations de hauts fonctionnaires, en particulier dans l'appareil de sécurité.

En fait, Kadhafi avait l'intention d'éliminer en particulier le pouvoir de l'élite d'État établie, composée principalement de dirigeants tribaux et de leurs attachés, considérés comme autant de menaces pour le Conseil du Commandement Révolutionnaire (CCR). Cela a été fait par l'éradication systématique de l'influence tribale et l'établissement des « unités administratives impliquant des sections de plusieurs tribus ». Les chefs régionaux ont été remplacés par des membres du Conseil du Commandement Révolutionnaire (RCC) ; les tribus ont été forcées de se déplacer afin de briser leurs alliances ; les frontières administratives ont été redessinées pour partager certaines tribus, pour les brasser avec des fragments de plusieurs tribus au sein de nouvelles unités administratives. Kadhafi a même tenté de créer une nouvelle identité et une fidélité d'État qui dépasserait la fidélité tribale.

Pour mieux affirmer la dépendance à son égard de ces intermédiaires, le pouvoir les choisit le plus souvent parmi les branches les moins prestigieuses et les moins puissantes, redessinant les hiérarchies au sein des tribus. De la même manière, lorsque Kadhafi, après son arrivée au pouvoir, contracte son deuxième mariage avec une femme des tribus de l'Est, soutiens traditionnels de la monarchie, le caractère politique de cette alliance apparaît évident. Mais, s'il choisit bien son épouse parmi la tribu prestigieuse des Baraâssa, son choix se porte sur une fraction parmi les moins prestigieuses, les Farkach<sup>52</sup>.

---

<sup>51</sup> Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22.

<sup>52</sup> Ibid. pp. 5-22.

En 1973, Kadhafi a appelé ses partisans et l'ensemble de la population dans ce que l'on appelait le « discours de Zuwara » à provoquer toutes les institutions et bâtiments gouvernementaux et à créer des « comités populaires » pour remplacer la gestion existante. Cet exercice de purge, ordonné par Kadhafi lui-même et exécuté par les masses, devait entraîner une perturbation considérable des institutions gouvernementales dans tout le pays. En effet, des employés du gouvernement hautement qualifiés et expérimentés ont été expulsés et remplacés par un groupe d'enthousiastes révolutionnaires sans les compétences et l'expérience requises pour exécuter des institutions de l'État. À partir de 1973, Kadhafi cherche de nouveaux alliés dans les couches défavorisées, la population rurale et les tribus qu'il oppose à la bourgeoisie urbaine<sup>53</sup>. La synthèse mise en place par Kadhafi devait lui permettre de se débarrasser de ses opposants internes et des forces politiques urbaines. Ces efforts ont été intensifiés lors de la phase du « Livre Vert », 1977, pierre angulaire idéologique du système politique dit de « démocratie directe » couplé à une forte décentralisation.

Paradoxalement et presque subtilement, le Guide suprême a ainsi adopté une attitude ambivalente envers la tribu. D'un côté la démocratie directe ou le pouvoir du peuple tant mis en valeur dans sa troisième théorie universelle ; des mesures plus vastes pour réorganiser la société dans un « État des masses » idéalisé (Jamahiriya) – se substituant à la *Joumhourya*, qui impliquait d'essayer de s'opposer au tribalisme comme organisation politique. De l'autre, il n'a pas nié à la tribu sa contribution à la sécurité sociale et sa source de valeurs sociales. Il exalte même l'appartenance tribale dans son livre sur la troisième théorie : « *le seul lien social véritable et naturel est celui du sang. L'individu est lié aux autres et d'abord à sa famille. La tribu est alors une famille élargie et la nation un groupe de tribus* », Kadhafi lui-même s'est appuyé sur sa tribu d'appartenance, les Al-Qadhadfa, et sur les groupes qui lui ont fait allégeance pour gouverner.

Même si l'influence tribale a diminué dans les années 1970, les tribus continuaient à jouer de manière informelle un rôle considérable car il était important pour Kadhafi de protéger la révolution en créant de nouvelles alliances tribales, en particulier contre les grandes tribus de Cyrénaïque qui avaient soutenu le roi Idriss. La stratégie de modernisation précoce de Kadhafi a été progressivement abandonnée et un accent tribal sur le pouvoir a émergé. Mais comme la tribu des Al-Qadhadfa n'est pas particulièrement importante, le leader libyen a été forcé de former des confédérations avec d'autres éléments. Sa stratégie de modernisation anti-tribale a été abandonnée, et un accent d'activité non étatique a progressivement émergé, dominé par des membres et des associations de la tribu Qadhadfa et ses alliés les deux plus grandes tribus du pays : la Warfallah et la Magariha. Dès lors, les affiliations tribales sont devenues une structure d'intégration politique très importante. Kadhafi lui-même a commencé à changer ses apparitions symboliques, sa façon de s'habiller et de se présenter en public, s'éloignant ainsi de son

---

<sup>53</sup> Jean-François Daguzan, Jean-Yves Moisseron, op. cit., pp. 78-97.

ancien style militaire dans une direction explicitement tribale. Dans ses discours, il présentait la nation comme une grande tribu plutôt que comme une société organisée et structurée par l'État<sup>54</sup>. Il a souvent été présenté comme imprévisible, bouillonnant ; attentif à sa manière à la promotion des femmes, il voulait donner l'impression, dans les premières années de son « règne », d'un bédouin moderne, éclectique et cultivé. Lorsque Kadhafi recevait ses hôtes de marque sous une tente bédouine, en plein désert, ou en faisait installer une dans les capitales européennes, l'objectif était de donner aux étrangers l'image « authentique » du pays. Ce n'est pas par hasard que le cercle informel le plus important autour de Kadhafi était connu sous le nom de Rijal Al-Kheima (les hommes de la tente) et portait ainsi une connotation tribale explicite.

Séduite, mais instrumentalisée, la tribu devint à partir de cette date un important acteur du paysage politique libyen en fournissant au régime un personnel dont la loyauté était incontestable pour ses structures spéciales. Ces tentatives pour renforcer la « loyauté nationale » étaient toujours une forme de « diviser pour régner » par l'aggravation des antipathies tribales afin de légitimer Kadhafi lui-même en tant que seul rempart contre les divisions locales<sup>55</sup>. En l'absence de partis politiques, de syndicats et de structures de mobilisation et de politique d'encadrement de la jeunesse, la tribu s'imposa comme protectrice du pouvoir et comme juge de la nécessité de recomposer le paysage tribal et de construire une nouvelle alliance<sup>56</sup>. En effet, le pacte du Livre Vert n'a fait que construire un centre de pouvoir (et non un État) organisé autour de Kadhafi et de son clan<sup>57</sup>. Mais il s'agissait surtout d'établir un pouvoir personnel, non pas par des institutions étatiques stables mais par des structures traditionnelles et des organes régionaux décentralisés subissant de fréquentes modifications. Il s'agissait donc bien de construire un appareil idéologique où l'État fonctionnait apparemment sans appareil d'État. L'absence d'institutions permettait à Kadhafi de se maintenir constamment au centre de l'action sans même occuper de position officielle dans la structure étatique : une stratégie délibérée pour gérer de manière fluide l'équilibre toujours instable des rapports de force, pour satisfaire des demandes sociales, pour faire et défaire des alliances. *In fine*, son système a sombré dans l'anarchie et l'autoritarisme tribal du fait de l'absence de règles participatives et de contre-pouvoirs démocratiques. En effet, la mise en œuvre du programme « révolutionnaire » dans une société tribale a débouché sur un système hybride où chaque citoyen, chaque cadre, chaque région se sont trouvés soumis à la double allégeance de la révolution jamahiryenne et du système tribal. Essentiellement, Kadhafi a créé deux États.

---

<sup>54</sup> Hüsken, Thomas, op. cit., pp. 26-31.

<sup>55</sup> Moncef Ouannès, « Composante endogène de la résurgence tribale », op. cit., pp. 255-262.

<sup>56</sup> Jean-François Daguzan, Jean-Yves Moisseron, op. cit., pp. 78-97.

<sup>57</sup> Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22.

### 3.2.2 – La tribu comme instrument de contrôle social

Soumis à un remodelage permanent des alliances et à un reclassement continu des fractions et familles, le paysage tribal évolue sous Kadhafi. À partir des années 1990, le pouvoir connaît une évolution qui accentue le recours à la violence sous l'effet de deux facteurs. Le premier est l'embargo qui s'étend sur plus d'une décennie (1992-2003), menaçant la survie du régime, érodant son emprise sur la société et le contraignant à reprendre prise en usant de davantage de centralisation et de violence. Le deuxième facteur est la tentative de coup d'état militaire contre le régime en 1993 où la tribu des Warfallah a joué un rôle clé. Cela a provoqué un contrecoup de Kadhafi par le verrouillage et la radicalisation des relations avec l'opposition tant intérieure qu'extérieure. Les tribus ont été utilisées comme un outil de pression pour se débarrasser de l'opposition. La plupart des tribus ont été encouragées à publier des déclarations dénonçant celles des leurs qui avaient trahi le pays.

Profondément ébranlé par la « trahison » du meilleur compagnon de route, Kadhafi changea de stratégie politique et accorda une priorité absolue à la sécurisation du système<sup>58</sup>. Sa stratégie compte sur la fonction politique formatée au milieu des années 1990 pour que les dirigeants tribaux soient représentés et responsables du contrôle social de leurs membres et associés à la répression des oppositions auxquelles est toujours accolé un marqueur tribal. L'exemple le plus emblématique de cette évolution est d'abord la création des Commandements Populaires et Sociaux (CPS) 1994. Les coordonnateurs (munassiq) qui accèdent dans les CPS au rang d'interlocuteurs locaux officiels, côtoient dans ces structures des militaires hauts gradés et des hommes de confiance de Kadhafi, originaires de la même localité qu'eux. Les missions du CPS sont la lutte contre la corruption et la trahison, la diffusion de la culture révolutionnaire, la solution des conflits locaux et la mobilisation des gens pour faire en sorte que la production augmente<sup>59</sup>. Une interaction entre le régime et les tribus locales a pris forme. La présence de ces dernières doit faciliter le contact direct avec le centre politique et le contrôle du respect de l'allégeance vis-à-vis du centre. Kadhafi voulait responsabiliser les tribus et les conduire à faire régner la loi à la place du pouvoir central qui n'aurait plus à se mêler des conflits tribaux souvent complexes et difficiles à gérer dans une société où la tribu était encore dominante socialement.

L'affichage tribal est encore plus affirmé à Tripoli et à Bengazi, où sont créées en 1998, à la suite des CPS, des structures appelées explicitement clubs tribaux « *Al-Rawabit Al-Shababiah* ». Cette structuration volontairement tribalisant de la société prend appui sur un processus idéologique de réinvention de la tribu. Les clubs tribaux, eux, ont par-

---

<sup>58</sup> Moncef Ouannès, « Composante endogène de la résurgence tribale », op. cit., pp. 255-262.

<sup>59</sup> Ali Bensaad, op. cit., pp. 5-22.

ticulièrement pour mission de renforcer les liens des jeunes avec leur tribu et leur région, organisant une sorte de « retour », sous pression, à la tradition tribale<sup>60</sup>. Vers la fin de 1998, Kadhafi a créé de nouvelles unités politico-administratives, les chaabiyat, qui reproduisent au niveau régional le modèle des congrès et des comités populaires. Elles sont placées sous la supervision des CPS de leur zone, ce qui constitue une étape supplémentaire de l'intégration des élites tribales dans le système Kadhafi. Dans le cadre de ce processus, les élites des tribus de la côte cyrénaique (al-Awaqir, Obeidat, Hassa), ancien bastion de la monarchie, sont intégrées dans le système de pouvoir instauré par le Guide de la Révolution afin de contenir, autant que faire se peut, les velléités insurrectionnelles dans l'est du pays. Il s'agissait alors de coopter les élites traditionnelles en reconnaissant aux tribus l'autorité de superviser le fonctionnement des organes de l'Autorité populaire dans leurs régions et donc d'accéder au contrôle d'une partie du revenu pétrolier. Il y a eu d'autres mesures de renforcement des anciennes structures politiques et juridiques tribales, comme le Certificat d'honneur (1993) qui responsabilisait les cheikhs tribaux eu égard à l'activité politique des membres de leur tribu<sup>61</sup>.

Ces structures promues par Kadhafi cherchaient à manipuler les tribus pour renforcer son autorité dans les régions qui ne cachaient plus leur hostilité à son égard d'une part, et d'autre part à marginaliser tout rouage institutionnel ou toute entité civile susceptible de s'autonomiser. Il s'agissait de pousser surtout à la politisation des relations intertribales et intra-tribales. La fluidité des alliances tribales en Libye ainsi que les désirs rapaces de nombreuses tribus pour s'allier à l'autorité politique ont aidé Kadhafi à mettre en œuvre une stratégie qui a infligé de graves dégâts aux tribus et détruit leurs structures de pouvoir, de sorte qu'elles ont cessé d'être une force efficace dans la sphère politique et économique. Le régime de Kadhafi, ses politiques changeantes, les abolitions à répétitions, l'instabilité des diverses institutions administratives, des corps constitués et formations de circonstance ont approfondi la crise de l'État et, dans de nombreux cas, ouvert la voie à la domination du régime des alliances tribales, exacerbant ainsi le factionnalisme.

### 3.2.3 – La tribalisation de l'appareil de sécurité

L'explication du phénomène de tribalisation de l'institution et de l'appareil de sécurité nous renvoie aux circonstances dans lesquelles la Libye a vu jour. De manière générale, le processus de fragmentation des appareils de sécurité en plusieurs corps d'élite spécialisés, avec différentes chaînes de commandement dépendant plus ou moins directement du Commandant suprême des forces armées, est dû en partie à la technicisation et à la spécialisation des opérations sécuritaires et de défense. Dans le cas libyen, c'est

---

<sup>60</sup> Ibid., pp. 5-22.

<sup>61</sup> Jesús Jurado Anaya, « « La Seconde Jamahiriyya » libyenne : l'échec d'une stratégie de survie », Dossier de recherche : Printemps arabe : une « révolution » pour les sciences sociales ?, *L'Année du Maghreb*, VIII | 2012, 207-218.

aussi un exemple de ce que les analystes américains appellent *counterbalancing* : il s'agit pour les gouvernants de multiplier le nombre de corps de services de sécurité pour s'appuyer alternativement sur les uns afin de se défendre des autres. Dans la Libye de la Seconde Jamahiriyya, outre les Forces armées régulières et la police, coexistaient<sup>62</sup> :

- ➔ trois services de renseignement contrôlés par Abdallah al-Senoussi, beau-frère de Kadhafi (sécurité extérieure comprise, dirigée par Moussa Koussa, puis Abu Zaid Dorda) ;
- ➔ les Bataillons de sécurité : brigades spéciales de l'armée établies dans les villes les plus importantes, dirigées par les fils du Guide ;
- ➔ la Garde révolutionnaire : corps d'élite des forces armées formé par des membres des Comités révolutionnaires ;
- ➔ les Comités de purification : des Comités mixtes chargés de la lutte contre la corruption et formés par des militaires et des « révolutionnaires ».

Ce schéma se caractérisait par l'absence de lignes horizontales de coordination entre ces différents services de sécurité ; toutes les lignes de commandement y étaient verticales en direction de Kadhafi ou de son beau-frère Abdallah al-Senoussi. En plus, Kadhafi a construit des structures de sécurité multiples, informelles, parallèles et des forces de maintien du régime, s'appuyant fortement sur les affiliations tribales pour assurer la fidélité et mettre l'accent sur les relations informelles et les chaînes de commandement.

Les forces de sécurité libyennes sont très diverses et leurs tâches ont été modifiées avec le temps. Cela est particulièrement vrai des forces armées régulières, dont la tâche de protéger le régime a été reprise par les Comités révolutionnaires à partir de 1978. Cela était également vrai, cependant, des Comités révolutionnaires eux-mêmes dans les années 1990, alors qu'ils perdaient leur monopole de la protection du régime et de l'ordre révolutionnaire et devaient progressivement partager ces tâches avec d'autres organisations de sécurité. La façon dont cela a conduit à une rivalité contre-productive n'est pas claire. En ce qui concerne l'esprit révolutionnaire et la structure de l'État, les Comités révolutionnaires sont encore les organisations de sécurité les plus importantes. Ils restent également les plus proches de Kadhafi. Il existe rarement une interaction entre les organisations de sécurité individuelles à l'exception des comités de purification (coopération entre les comités militaire et révolutionnaire). En fait et même au sein des différents organismes de sécurité, il n'y a pas de lignes horizontales, simplement verticales, de communication et de commandement, qui se rencontrent finalement au bureau du leader révolutionnaire ou au Bureau du renseignement du leader<sup>63</sup>.

---

<sup>62</sup> Ibid., pp. 207-218.

<sup>63</sup> Mattes Hanspeter, 2004, « Challenges to Security Sector Governance in the Middle East: The Libyan Case », Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, Working Paper n° 144.

Kadhafi s'appuyait lourdement sur le sud de la Libye, principal bastion du régime avec Syrte, Bani Walid et Tarhuna. Les communautés de la région figuraient parmi les principales bases de recrutement des bataillons de sécurité et des services de renseignement du régime. Les unités clés étaient basées sur des circonscriptions tribales particulières :

- ➔ La Brigade Faris, basée à Sabha, a été recrutée parmi les Qadhadfa, Warfalla, Awlad Suleiman et Tebu ;
- ➔ La Brigade Sahban, basée à Gharyan, était dirigée par Maqarha ;
- ➔ La Brigade Maghawir, basée à Ubari, était constituée exclusivement de recrues de tribus touareg d'origine malienne et nigérienne ; Mattes ;
- ➔ La brigade Tariq bin Ziyad, également basé à Ubari, était dominée par Qadhadfa et Awlad Suleiman.

Bref, Kadhafi n'ignorait pas l'influence de fait que l'esprit tribal a toujours eu sur les individus et le rôle important de la tribu comme force mobilisatrice au sein de la société libyenne. Grâce à son alliance avec les tribus les plus puissantes il a joué des divisions internes pour promouvoir certains clans ou quelques personnalités, parfois inférieures en termes de rang, mais qui ont pris alors un ascendant soudain pour le maintien du régime. En outre, la dynamique tribale de la Libye doit être considérée dans le contexte des effets du projet politique de Kadhafi sur la société libyenne. Pendant quatre décennies, son régime a empêché la formation d'une société civile réelle. En l'absence de partis politiques ou d'organisations autonomes, de nombreux Libyens ont été forcés de recourir à des liens tribaux (et même au droit tribal) dans leur vie quotidienne. Enfin, la Libye ayant fondamentalement une structure tribale, chaque clan lutte pour maintenir ses prérogatives. Par la force certes et par le glaive, Kadhafi avait réussi à maintenir les équilibres compliqués de cette structure tribale en jouant habilement de la dysharmonie et en proclamant à la face du monde que son élimination pourrait conduire la Libye à se fragmenter selon des lignes tribales. La logique tribale guida jusqu'au bout M. Kadhafi et c'est en direction de Syrte sur son territoire tribal qu'il se réfugia avec ses derniers fidèles.

## 4 – Le rôle du tribalisme dans la Libye post-Kadhafi

Contrairement aux événements de Tunisie et d'Égypte qui ont précédé et déclenché le soulèvement libyen, les protestations en Libye n'étaient pas conduites par les membres jeunes et bien éduqués d'une classe moyenne en pleine expansion bien qu'une poignée d'avocats et de professeurs d'université aient initié les premiers gestes à Benghazi. De surcroît, alors que les forces d'opposition établies ne jouaient qu'un rôle limité en Tunisie et en Égypte, en Libye l'absence de mouvements organisés et d'institutions était encore plus frappante. De même et tandis que les syndicats et les mouvements syndicaux ont contribué à augmenter la pression sur Ben Ali et Moubarak, ils ont été complètement absents du soulèvement libyen. Enfin l'armée qui avait été le véritable artisan de la chute tant de Moubarak que de Ben Ali<sup>64</sup>, en Libye elle s'est solidarisée avec Kadhafi, est restée unie alors que d'autres institutions de l'État se sont désintégréées rapidement.

Les événements libyens sont le résultat d'une réaction en chaîne dans le monde arabe, la réussite du voisin étant un exemple pro domo. Il est important de souligner qu'ils ont représenté l'un des épisodes qui ont marqué « le printemps arabe », lequel aura concerné la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie. Ces insurrections arabes sont, tout d'abord, caractérisées par un double jeu stratégique : les mobilisations citoyennes et la défection des élites<sup>65</sup>. L'approfondissement de la mobilisation est en effet tributaire de la défection des élites et vice-versa. Il convient d'indiquer que la révolte contre le régime de Kadhafi ne s'inscrit pas dans le cadre de revendications pour un changement de régime. Elle demandait de vastes réformes politiques, économique, constitutionnelles : la fin du viol du droit des citoyens, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, des réformes économiques visant à réduire la corruption et de meilleures conditions de vie des citoyens. En effet, la majorité de la population vivait d'une combinaison d'emplois et de subventions publiques mal payées, les jeunes étant particulièrement touchés par le chômage généralisé. Par conséquent et mise à part une petite élite qui a outrageusement bénéficié du boom économique de la dernière décennie, les différences de revenus dans la majorité de la population sont restées faibles.

À la différence des révolutions tunisienne et égyptienne, la révolution libyenne a très vite basculé dans une dynamique d'affrontements s'apparentant davantage à une guerre civile offrant peu de place à la négociation ou à des compromis. Huit mois d'un conflit fratricide, doublé de l'implication directe d'une coalition étrangère, ont abouti à l'écroulement du régime. Cette chute, seul objectif politique consensuel des insurgés de l'époque, peut

---

<sup>64</sup> Cristiano Tinazzi, *op. cit.*, pp. 263-268.

<sup>65</sup> Mousa Allafi, *la Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité : Justice versus maintien de l'ordre*, thèse pour le doctorat en Droit, université François-Rabelais de Tours, 2013.

au mieux être qualifiée d'issue révolutionnaire. Mais aucun ordre sociopolitique stable ni à plus forte raison aucun État n'a pu émerger<sup>66</sup>. Cela tient au retour en force des « identités primaires », façonnées et définies par les appartenances locales et les particularismes propres à chaque groupe, ou sous-groupe, ethnique ou tribal.

Au début du soulèvement libyen et pour assurer une coordination entre les différentes villes sous contrôle des insurgés, le Conseil national de transition (CNT) un organe de guerre non élu a vu le jour à Benghazi le 2 mars 2011. Le CNT a été la plate-forme institutionnelle du mouvement rebelle, destinée à assurer une autorité politique et militaire, à fournir des services municipaux et de sécurité de base, et à venir en aide aux Libyens vivant à l'étranger. Le CNT a en outre rédigé le document constitutionnel de base qui détermine l'infrastructure institutionnelle actuelle de la Libye et expose la suite du processus de transition. Le CNT a été dissous avec l'élection du Congrès Général National le 7 juillet 2012. Le CNT était dirigé par Moustapha Abdeljalil, un vieux juge dévot et conservateur qui occupait le poste de ministre de la justice sous l'ancien régime. Son premier discours inaugural, dénué de toutes mesures d'urgence pour rétablir la sécurité et sans mention aucune des priorités à suivre pour la construction du nouvel État, était révélateur de ce qu'allait être la place de l'islam dans le futur État libyen. Il était question désormais de réitérer l'identité islamique de la Libye, d'islamiser le secteur bancaire, de faire en sorte que la source principale de la législation soit la charia, et de lever toutes contraintes juridiques sur la polygamie<sup>67</sup>. Même si l'idéologie islamiste n'était pas à l'origine de l'insurrection libyenne, il était clair que le CNT n'allait pas déroger à la règle. Encore une fois, à l'instar des régimes précédents, le discours religieux allait être le moyen pour le CNT d'asseoir sa légitimité pour gouverner la nouvelle Libye.

Sur le plan de la dynamique interne du CNT, avec la désintégration des institutions étatiques et la défection des hauts fonctionnaires, une direction politique élitiste s'est établie au sommet d'un mouvement populaire jusqu'alors non coordonné. D'abord ce furent les transfuges de l'ancienne élite du régime y compris des officiers supérieurs et des diplomates, compagnons de Kadhafi depuis les années 1970, tels que le ministre de l'Intérieur (plus tard le chef d'état-major des forces révolutionnaires) Abdelfattah Younes ; l'ambassadeur auprès de l'ONU Abderrahmane Shalgam ; des réformistes et des technocrates qui n'avaient que brièvement occupé des postes supérieurs au sein de l'administration Kadhafi, tels que le chef de NTC, Mustafa Abdeljelil et l'ancien « Premier ministre » du NTC, Mahmoud Jibril. Ce furent ensuite les Frères musulmans lesquels, soutenus par d'autres courants islamistes, ont dès le début essayé de prendre le contrôle du Conseil. Ils ont ainsi réussi à introduire un amendement fondamental à la Déclaration

---

<sup>66</sup> Patrick Haimzadeh, « En Libye, ce n'est pas le chaos, c'est la guerre », *Le Monde Diplomatique*, Avril 2015, pp. 12-13.

<sup>67</sup> Younes Abouyoub, op. cit., pp. 61-72.

constitutionnelle, en l'occurrence l'article 30<sup>68</sup>. Ils ont également pesé de tout leur poids dans la rédaction de la loi électorale et de celle concernant les partis. Enfin, de nombreuses personnalités indépendantes ou opposées ont rejoint le NTC, des familles aristocratiques et bourgeoises qui avaient dominé la Libye pendant la monarchie (1951-1969) – dont certaines étaient déjà des acteurs majeurs au pouvoir ottoman – souvent décimées, expropriées et exilées sous Kadhafi<sup>69</sup>. Par exemple, Abdelmajid et Mansour Saif al-Nasr (membre de NTC pour Sabha et ambassadeur en France, respectivement) proviennent d'une famille de nobles tribaux qui ont dominé le Fezzan à la fois au XIXe siècle et sous la monarchie<sup>70</sup>.

Il est intéressant de souligner que le soulèvement libyen n'a pas été une escarmouche tribale, qu'il n'était pas fondé sur le tribalisme et n'a pas été témoin de batailles tribales concrètes ou significatives. Le mouvement de contestation en Libye a émergé et s'est structuré sur une base civile, avec un ancrage dans la modernité, un soutien de la population et dans une dynamique de dépassement des facteurs de fragmentation dont les appartenances tribales aujourd'hui surévaluées. Mais il devint clair au fil des semaines que la guerre contre Kadhafi a été entreprise par les moyens du tribalisme. Chaque partie a cherché à utiliser les loyautés tribales pour mobiliser ses soutiens, le Conseil national de transition (CNT) organisant des conférences rivales avec des représentants des principales tribus du pays. Notons également que le CNT qui a mené la révolte a utilisé des tribus dont celle de Kadhafi elle-même afin de saper les tentatives et de le priver de légitimité tribale à n'importe quel niveau.

Kadhafi cependant, s'employait à organiser des conférences de presse avec les chefs de qabila pour diffuser une image de soutien tribal inconditionnel, clef de l'embrouillement du pouvoir, et ce même si les tribus ne sont plus les seuls acteurs et bien qu'elles n'aient plus le même poids que dans le passé. L'idée répandue en Occident que l'ensemble des tribus étaient contre Kadhafi se heurtait au demeurant à la réalité des faits sur le terrain. Car si tel avait été le cas, la Libye de Kadhafi et Kadhafi lui-même n'auraient plus existé depuis des mois<sup>71</sup>. De telles tactiques servent de rappel du rôle joué par le tribalisme pendant l'occupation italienne de la Libye lorsque la guerre de résistance a été menée

---

<sup>68</sup> L'article 30 ne figurait pas dans le projet préparé par la commission chargée de la rédaction de la Déclaration, ouvrant la voie à une deuxième phase transitionnelle, qui consistait en la création du Congrès général national, alors qu'il était prévu que le CNT gèrât la phase transitionnelle jusqu'aux élections législatives. Pour savoir plus voir Younes Abouyoub, op. cit., pp. 61-72.

<sup>69</sup> Arturo Varvelli, op. cit., p. 7.

<sup>70</sup> Wolfram Lacher, « Families, Tribes and Cities in the Libyan Revolution », op. cit.

<sup>71</sup> Cristiano Tinazzi, op. cit., pp. 263-268.

avec les tribus<sup>72</sup>. Ainsi, la fidélité tribale ou l'identité s'est révélée un instrument approprié pour générer un consensus tribal dans le but d'affirmer la légitimité pour gouverner le pays.

Après la fin de la guerre de 2011, sans dissenter plus loin, nous pouvons donc constater que la période de transition est vraisemblablement définie par une transformation profonde de l'arène politique, et pas seulement à cause de la feuille de route de transition, mais aussi parce que des luttes de pouvoir ont émergé entre les représentants de familles éminentes, entre les tribus et les villes qui dominent la scène politique après la chute de Tripoli. De plus, la situation à l'intérieur du Conseil National de transition (CNT) est complexe et tendue. Il est formé de deux groupes qui sont contraires et divergents, tant au niveau des idées que des modalités d'action<sup>73</sup>. C'est ce qui rend la coexistence difficile entre ces deux groupes et met en doute la capacité du CNT à gérer la phase transitoire et à faire sortir le pays de sa crise, tellement les divergences idéologiques sont profondes et ingérables.

#### 4.1 – **Difficulté du « state building »**

Le processus de polarisation a produit un paysage politique multi-centré, dont les lieux périphériques se considèrent eux-mêmes comme des centres, ce qui pose la question des réformes nécessaires à la transition politique, cruciale pour l'avenir de la Libye. L'émergence de centres de pouvoir tribal et local pendant et après la guerre de 2011 était étroitement liée à la désintégration de l'autorité centrale. L'organisation politique et militaire qui se produisait principalement à l'échelle locale pendant la guerre avait ses racines à l'ère de Kadhafi (1969-2011) et de la monarchie qui l'a précédée (1951-1969). La Libye post-Kadhafi se réduit à un centre bipolarisé qui n'exerce aucun contrôle sur une périphérie fractionnée en une multitude d'entités administrées par des conseils locaux et des conseils militaires en général liés aux milices qui y sont implantées<sup>74</sup>. Le pays se trouve divisé en multiples territoires autonomes, quasi- indépendants vivant au gré d'alliances et d'intérêts immédiats.

Indépendamment d'un élan positif considérable et d'un corps législatif jouissant d'une réelle légitimité démocratique, quoique controversée, une lutte se joue à Tripoli au sein du Congrès national général (CNG) élu le 7 juillet 2012<sup>75</sup>. Il s'agit d'une bataille pour le

---

<sup>72</sup> Sawani, Youssef Mohammad, « Post-Qadhafi Libya: interactive dynamics and the political future », *Contemporary Arab Affairs*, Vol.5/1, Routledge, 2012.

<sup>73</sup> Moncef Ouannès, op. cit., pp. 167-187.

<sup>74</sup> Patrick Haimzadeh, « Libye : le miracle de la reconstruction nationale », *Politique Internationale*, (n°149), Hiver 2015.

<sup>75</sup> L'Alliance des forces nationales de Mahmoud Jibril a remporté 39 sièges sur les 80 réservés aux partis politiques ; le Parti de la justice et de la reconstruction des Frères musulmans est arrivé deuxième avec 17

pouvoir central entre deux camps qui se radicalisent progressivement. Le premier, auto-proclamé « libéral », rassemble des forces plus laïques dans une coalition appelée Alliance des Forces nationales fondée par Mahmoud Jibril, premier ministre du gouvernement d'opposition pendant la guerre contre Kadhafi. L'Alliance compte principalement des hommes d'affaires, des cadres de l'ancien régime proches du mouvement « réformiste » amorcé par M. Saïf Al-Islam (deuxième fils de Kadhafi) à partir de 2005 et des officiers ayant fait défection dans les premiers temps de l'insurrection<sup>76</sup>. La seconde faction, « islamiste », se regroupe autour du parti de la Justice et de la Construction, bras politique des frères musulmans en Libye dans le bloc islamiste Wafa. Mais il compte aussi les représentants de Misrata, ville à forte légitimité révolutionnaire et d'autres villes de la côte tripolitaine de tradition marchande, notamment Zaouia et Zouara. Ces deux factions claires sur la scène politique de la Libye ont déclaré leur inimitié dès le premier jour et ont plutôt opté pour une guerre ouverte au Parlement, à la télévision et dans les rues des principales villes où elles ont poursuivi leur lutte pour le pouvoir au moyen de milices<sup>77</sup>.

Au-delà du clivage entre religieux et laïques, une autre ligne de fracture se dessine. Sur le terrain, le rapport de force est devenu très favorable aux milices et, alors qu'en face l'armée est d'une faiblesse confondante, elles se sont regroupées en plusieurs formations pour constituer un pôle militaire en dehors du parapluie institutionnel. Les groupes armés budgétés par l'État ont aussi éclaté en une multiplicité de brigades, sans bénéficier de chaînes de commandement parallèles et servant les intérêts de leur tribu ou de leur ville<sup>78</sup>. Des milliards ont été alloués et déboursés aux milices, leur donnant effectivement un pouvoir, c'est-à-dire la capacité de fidéliser leurs membres et d'en attirer des milliers d'autres moyennant finance, pouvoir et statut. De ce fait, le pays était inondé d'armes et d'innombrables milices. Les acteurs politiques de la Libye ont aggravé le problème lorsqu'ils ont offert d'indemniser ceux qui participaient à la lutte contre le régime de Kadhafi. Le nombre de miliciens est alors passé à 30 000, des estimations très généreuses

---

sièges et le Front national, une émanation du parti historique de l'opposition, le Front de salut national libyen, fondé en 1981 par Mohamed Youssef Magarief, troisième avec seulement trois sièges. Le Parti de l'union pour la patrie et le parti Wadi Al-Hayat ont remporté quant à eux deux sièges, les sièges restants se répartissant entre plusieurs partis politiques 26. Les 120 autres sièges étaient réservés à des indépendants. Pour en savoir plus voir, Wolfram Lacher, « Fault Lines of the Revolution », SWP, May 2014, pp. 1-36. [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research\\_papers/2013\\_RP04\\_lac.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2013_RP04_lac.pdf)

<sup>76</sup> Patrick Haimzadeh, « En Libye, ce n'est pas le chaos, c'est la guerre », op. cit., pp. 12-13.

<sup>77</sup> Mohamed Ben Lamma, « La transition libyenne : Tomber de charybde en Scylla ? », *Tribune, la Revue Défense Nationale*, Paris, n°568, 9 octobre 2014, p. 1.

<sup>78</sup> Le gouvernement d'El-Kib a réservé un budget de 70 milliards de dollars pour la reconstruction. Le budget s'est évaporé sans qu'il y ait aucune réalisation. Le gouvernement Ali Zidane avait un budget de 90 milliards de dollars et avait promis de construire 200 000 appartements jamais réalisés. La corruption tue l'État, phagocyte les institutions gouvernementales et fragilise le pays. On peut affirmer, sans exagération, que la Libye est aujourd'hui l'un des pays les plus corrompus de la planète. Pour en savoir plus voir, Moncef Ouannès, « Les milices en Libye : Obstacle majeur à la reconstruction de l'État », dossier : Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles, 19 juillet 2015, pp. 277-295.

le portant à 250 000 par la suite. Progressivement les tribus et les villes ont choisi de renforcer les milices armées qui cadraient avec leurs intérêts et leur agenda politique en les utilisant comme arme politique pour influencer et dominer la politique dans la Libye post-Kadhafi avec des conséquences catastrophiques à court terme et d'énormes implications pour la stabilité à long terme.

À travers le pays, les actions de plus en plus fréquentes menées par les miliciens locaux ont souligné l'impuissance totale du gouvernement central. À partir du début de 2013, les milices armées émergeant pourtant au budget de l'État ont commencé à bloquer les champs de pétrole ou à contrôler les installations stratégiques tels que les sites d'extraction, de raffinage ou d'exportation du pétrole pour un gain économique, pour faire pression sur le gouvernement central ou faire avancer leurs revendications d'un système fédéral voire la sécession régionale de l'Est. C'est le cas des fédéralistes qui ont bloqué les principaux terminaux pétroliers comme ceux de Brega ou As-Sider ou la raffinerie de Ras Lanouf à la veille du scrutin du 7 juillet pour revendiquer la création de la région semi-autonome de Cyrénaïque, région qui s'étend de la côte méditerranéenne jusqu'aux frontières du Tchad au sud et possède près des trois quarts des réserves pétrolières de la Libye et l'essentiel des réservoirs d'eau nécessaires à la réalisation du projet de Grande Rivière artificielle. Ces fédéralistes exigeaient que la nouvelle constitution soit basée autour du système de l'union fédérale qui avait été négligé sous le régime de Kadhafi<sup>79</sup>. Certaines tribus soutiennent également le fédéralisme qui bénéficie généralement d'un fort soutien tribal : le chef du gouvernement fédéral, Ibrahim Jadran, vient de la tribu de Magharba et reçoit également le soutien des tribus Al-Awaqir et Al-Hassi. En juillet 2013, un bras de fer est engagé par Ibrahim Jadran, chef de la milice chargée de protéger les installations et sites pétroliers, avec les autorités intérimaires de Tripoli sur fonds d'accusation de corruption et de mauvaise utilisation des revenus pétroliers. Ibrahim Jadran réclame la mise en place d'une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la gestion des revenus pétroliers des gouvernements post-Kadhafi. Il exige que Tripoli s'engage à répartir équitablement ces revenus entre les trois régions du pays. Le succès de son entreprise est dû en grande partie aux ressources matérielles et humaines dont il dispose et à l'écho positif que rencontrent au sein de la population les revendications égalitaires. Disposant de près de 10 000 hommes, bloquant les installations pétrolières de Ras Lanouf, Brega, al-Sider, et Zuitena et menaçant d'exporter le pétrole au seul profit de la Cyrénaïque, l'ancien responsable de la Garde des installations pétrolières bénéficie de la bienveillance des chefs des tribus en dépit de divergences avec Zubeyr al

---

<sup>79</sup> Les fédéralistes ont élu un Conseil suprême de la Cyrénaïque, chargé de gérer les affaires de la région. Ils placent à sa tête Ahmed Zubeyr al Senoussi, membre du CNT, petit cousin du roi Idriss al Senoussi et surtout plus ancien prisonnier politique de Kadhafi, et à ce titre lauréat du prix Sakharov décerné par le Parlement européen. En effet, la résurgence de la question fédérale en Libye se traduit par un bras de fer autour de la loi électorale et du poids de chaque région dans la nouvelle assemblée constituante. Pour en savoir plus voir Saïd Haddad : « La sécurité, "priorité des priorités" de la transition libyenne », Dossier « Le Maghreb avec ou sans l'Europe ? » in *L'année du Maghreb* n° IX, 2103, pp. 323-342.

Senoussi, portant notamment sur l'utilisation de la force armée et sur la présence des islamistes dans son entourage.

L'émergence de nouvelles forces politiques est destinée à transformer profondément la scène politique. Certains des personnages de premier plan qui ont servi d'interlocuteurs de diplomates étrangers ont disparu ; des acteurs précédemment inconnus sont susceptibles d'émerger. Ces luttes de pouvoir se sont inévitablement prolongées et provoqueront une instabilité. Les nouvelles élites politiques se sont progressivement appuyées sur les groupes armés qu'elles considéraient comme fiables ou loyaux (souvent parce qu'issus des mêmes communautés) et ont forcé l'adoption de décisions politiques contestées (par exemple la Loi d'exclusion politique adoptée en mai 2013). Cette loi interdit la vie politique et la fonction publique à tous les collaborateurs de l'ancien régime. Les bénéficiaires étaient membres de l'ancienne opposition exilée, souvent descendants de familles qui avaient joué un rôle de premier plan sous la monarchie et les mouvements islamistes.

Il faut noter que les mouvements islamistes ont été les grands perdants du scrutin pour la Chambre des Représentants juillet 2014. Les facteurs qui expliquent l'échec des mouvements islamistes aux élections sont d'abord, l'aspect tribal de la société libyenne. Sur le plan religieux, la structure tribale a fait que la population libyenne pratique un islam traditionnel et populaire principalement véhiculé et interprété par le vaste réseau des *zawiyas*, ce qui explique le rejet populaire du discours sur la charia véhiculé par les groupes islamistes. Même le parti des Frères Musulmans, Justice et Construction, qui pourtant avait adopté un discours modéré, ne devait pas échapper à cette règle<sup>80</sup>. Contrairement à l'Égypte où le mouvement des Frères Musulmans avait réussi à créer une véritable base populaire au sein des classes défavorisées et moyennes, les structures représentatives de l'islam politique libyen étaient très récentes et absentes du tissu social. D'autant plus que les décennies Kadhafi avaient marqué du sceau de la suspicion ce mouvement dans l'imaginaire collectif libyen.

L'année 2014 débute dans ce contexte : un centre faible et bipolarisé, une périphérie où les logiques locales dominent. Le pays se fractionne en une multitude d'entités administrées par des conseils locaux et des conseils militaires, en général liés aux milices<sup>81</sup>. De fait, le lancement de l'Opération Dignité (*Amaliyat Al Karama*) de la mi-2014 par le général Khalifa Haftar<sup>82</sup> à Benghazi pour éradiquer les milices islamistes s'appuie sur le

---

<sup>80</sup> Younes Abouyoub, op. cit., pp. 61-72.

<sup>81</sup> Patrick Haimzadeh, « En Libye, ce n'est pas le chaos, c'est la guerre », op. cit., pp. 12-13.

<sup>82</sup> Officier de l'armée à l'époque de Qadhafi, fait prisonnier pendant la guerre entre la Libye et le Tchad, Khalifa Haftar a passé plus de vingt ans en exil aux États-Unis avant de rentrer en Libye à la faveur du soulèvement de 2011. Il est devenu alors l'un des principaux commandants la rébellion armée dans l'Est, avant d'être éclipsé durant les premières phases de la transition politique et de prendre sa retraite. Il réapparait sur le devant de la scène en février 2014 à travers un communiqué télévisé prononcé au nom de l'armée nationale libyenne dans lequel il réclamait la dissolution du GNC et du gouvernement et proposait une nouvelle feuille de route pour la transition. L'initiative a tourné court et a été perçue comme une tentative

bataillon de forces spéciales de la ville et sur l'armée de l'air, majoritairement composés de cadres de l'ancien régime ayant fait défection en 2011, de brigades recrutées dans les grandes tribus de l'Est et des brigades liées aux fédéralistes de Cyrénaïque.

En Tripolitaine, le camp anti-Haftar se structure autour de la force Fajr Libye majoritaire au sein du CNG. Celle-ci s'appuie sur une coalition de forces baptisée Aube de la Libye et regroupant principalement des islamistes, des ex-membres du Groupe islamique combattant en Libye GICL (Al Jama'a al-Islamiyyah al-Muqatilah al-Libye), la ville de Misrata, des unités Amazigh de Nalut et de Jadu ainsi que certaines brigades de Zawiya ou Gharyan. La force de Fajr Libye répondait à l'intervention de Haftar en attaquant Tripoli pour en chasser les brigades de Zinten (soutenues par la Chambre des représentants) installées à l'aéroport international. Après une bataille de six semaines, les forces de Fajr Libye ont conquis la capitale en août 2014. Avec la législature défunte, ils forment un « Gouvernement de salut national ». Ses ministres ont annoncé la reprise du fonctionnement de leur ministère à Tripoli. Pour le Gouvernement de salut national et la force d'« Aube de la Libye », le Parlement de Tobrouk n'est pas légitime car la Cour suprême l'a déclaré inconstitutionnel<sup>83</sup>. Le contrôle de la capitale par la force de Fajr Libye pourra être interprété comme une mesure préventive pour exercer plus d'influence en s'emparant d'installations importantes et ainsi maintenir une position d'acteur incontournable sur la scène politique.

Cette alliance peut apparaître hétéroclite à plusieurs titres car les communautés prennent de nouveau position en fonction de leurs intérêts propres, de leurs rivalités anciennes et d'alliances scellées qui s'articulaient sur des clivages idéologiques, politiques, nationaux et locaux liés à la fois à l'histoire récente de la Libye, à celle du conflit de 2011 et à des considérations locales et conjoncturelles. En effet des forces islamo-conservatrices issues de Misrata sont alliées à des groupes qui relèvent plus des djihadistes. C'est ainsi que la tribu des Machachiya, rivale traditionnelle des Zinten, opte pour Aube de la Libye. D'autres tribus de Tripolitaine qui avaient longtemps constitué des bastions kadhafistes en 2011 (Warshafana, Nawil, Siaan) rejoignent le général Haftar pour des raisons là aussi essentiellement locales, qui recourent également la ligne de clivage de la guerre de 2011 entre insurgés et loyalistes.

Dans le Sud, Tebu et Al-Mgarhai ayant pris position pour le général Haftar, certains groupes Touaregs se déterminent par réaction en faveur du camp adverse. Les grands bastions kadhafistes que fut la ville de Bani Walid ne prirent position ni pour Karama ni

---

de coup d'État par les autorités de Tripoli. En mai 2014, Haftar a lancé une opération militaire de grande ampleur à Benghazi, présentée comme une bataille contre les groupes islamistes radicaux. Bien qu'officiellement en retraite, il est appuyé par une partie de ce qu'il reste de l'institution militaire dans l'est (en particulier l'armée de l'Air), des milices tribales et des jeunes civils. Après des mois de combats à Benghazi, Haftar a finalement été 'réintégré' dans les rangs des forces armées loyales au gouvernement d'Al-Baïda, dont il est officiellement nommé Commandant en chef en mars 2015. Pour en savoir plus voir, Virginie Collombier, op. cit., pp. 261-275.

<sup>83</sup> Patrick Haimzadeh, « En Libye, ce n'est pas le chaos, c'est la guerre », op. cit., pp. 12-13.

pour Fajr Libya. Comme en 2011, les logiques générationnelles opèrent aussi. Par exemple, dans les communautés berbérophones du djebel Nefoussa, les chefs de village refusent de prendre parti pour une des deux factions rivales à Tripoli, par crainte de subir ensuite des représailles de la majorité arabe. Mais ils ne peuvent empêcher de nombreux jeunes de rejoindre la force nationale mobile, puissante milice à dominante amazighe soutenant la faction dite « islamiste ». Cet engagement ne s'explique pas par leur adhésion à une quelconque forme d'islam politique, mais par l'antagonisme existant entre les populations amazighes du djebel et leurs puissants voisins arabes de la ville de Zinten<sup>84</sup>.

Par ailleurs, le conflit politique entre deux entités politiques revendiquant chacune sa propre légitimité et les luttes intestines entre milices rivales ont profité entre autres à l'État islamique (EI)<sup>85</sup>. Celui-ci a gagné du terrain et contrôle la ville de Syrte (2014 et 2016). Sa zone d'influence, elle, tend à se prolonger vers le Sud libyen. De surcroît l'échec des municipalités et des gouvernements consécutifs à fournir des services à leurs circonscriptions aura donné l'occasion à des organisations terroristes comme Ansar al-Shari'a (AAS) à Benghazi et à l'IS Darnah et Syrte de combler ce vide. Cette confluence de facteurs a permis aux éléments extrémistes violents d'utiliser des plates-formes en Libye pour mener une formation à court terme pour les recrues libyennes et de pays tiers en route vers les destinations d'attentats terroristes dans la région et en Syrie. Les extrémistes violents basés en Libye ont continué à fournir des armes dans toute la région et aux combattants en Syrie.

Le résultat est qu'à la fin de 2014, on assistait à la scission des institutions étatiques, à l'émergence de deux gouvernements et à des revendications concurrentes de légitimité. Cette période est également marquée par l'émergence d'une violence politique protéiforme qui n'épargne aucune région du pays. Ces violences sont révélatrices de la fragmentation du paysage sécuritaire du pays et des difficultés des autorités transitionnelles à être reconnues sur le plan intérieur par toutes les parties (armées ou non) en présence. Force est de constater qu'après 42 ans de régime de Kadhafi, il ne s'agit pas moins que de bâtir et d'instaurer un nouveau système et une nouvelle culture politiques, dans le respect des droits humains. Entre construction d'une nouvelle scène politique et solde de l'héritage du passé, la Libye nouvelle s'est heurtée au dualisme du pouvoir libyen : celui des autorités transitionnelles et celui des milices. En d'autres termes c'est la concurrence entre légitimité politique issue des urnes et légitimité révolutionnaire issue des armes qui a structuré la vie politique depuis 2012. Par ailleurs, l'affrontement militaire direct entre les tribus rivales et les partisans des deux gouvernements rivaux autour du terminal d'exportation pétrolier de Sidra en décembre 2014, ont marqué un tournant dans la polarisation et l'intensification de la violence armée et ont signalé l'effondrement

---

<sup>84</sup> Ibid. pp. 12-13.

<sup>85</sup> Patrick Haimzadeh, « Libye : le miracle de la reconstruction nationale », op. cit.

total du processus de transition politique tel qu'il était envisagé en 2011. Non seulement la compétition pour le pouvoir s'est dès lors déroulée en-dehors de tout cadre politique institutionnel, mais le contrôle direct du terrain et des ressources qui s'y trouvent sont devenus un enjeu crucial.

Compte tenu de cette situation complexe, la société internationale qui s'était contentée d'observer la détérioration graduelle de la situation politique et sécuritaire en Libye, a tenté une médiation entre les camps en guerre par le canal des Nations Unies en septembre 2014, avec l'objectif de mettre en place un gouvernement d'entente qui devra préparer l'organisation d'un référendum sur le projet de Constitution et, dans la foulée, des élections législatives. Au terme d'un long marathon de discussions, Bernardino León, émissaire de l'ONU, a proposé le jeudi 8 octobre à Skhirat, de former un gouvernement d'entente nationale<sup>86</sup>. Par contre, la situation reste marquée par l'absence de consensus autour d'une perspective de reconstruction politique, par un clivage politique et par un différend institutionnel. Après l'échec de l'approbation à la signature par la Chambre des Représentants, grande est la menace d'approfondir la principale fracture politique entre les partisans et les adversaires de l'accord et de faire apparaître de nouvelles fragmentations au sein des deux camps. Par ailleurs, le Conseil de la Présidence (CP), organe exécutif établi par l'accord politique de Skhirat, reste fragile et incomplet. Cette faiblesse survient alors que la tentative de mise en place du gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj, parrainé par la communauté internationale, est totalement bloquée dans sa forme actuelle et crée davantage de problèmes. La confiance et les espoirs suscités par l'arrivée de Faïez Sarraj et de son CP sont largement dissipés. Au nombre des causes de cette désaffection, on trouve un CP miné par les divisions internes, affaibli par son incapacité à répondre aux attentes légitimes des Libyens en matière sécuritaire et économique, et le refus de la Chambre des Représentants de ratifier et de donner à son cabinet un vote de confiance malgré une pression occidentale qui menace d'imposer des sanctions sur les parties récalcitrantes. De surcroît, les institutions parallèles sont restées en place. Le Gouvernement intérimaire basé à Al-Baïda a refusé de reconnaître le CP et continue d'exercer son autorité dans l'est du pays encourageant ainsi le fonctionnement d'institutions parallèles, y compris d'une succursale de la Banque Centrale de Libye

---

<sup>86</sup> Le processus a été dirigé par le Représentant spécial de l'ONU, M. Bernardino León, jusqu'en Novembre 2015 et depuis lors par Martin Kobler. Au terme d'un long marathon de discussions, Bernardino León, émissaire de l'ONU, a proposé le jeudi 8 octobre à Skhirat, au Maroc, de former un gouvernement d'entente nationale. M. León a également annoncé les noms des candidats qui mèneront ce gouvernement Fayez Sarraj. Il se composait d'un Président du conseil (considéré comme Premier ministre-désigné de son futur gouvernement), de cinq députés (Premiers ministres-désignés adjoints) et de trois ministres d'État, représentant chacun une circonscription politique et géographique différente. Le nouveau gouvernement devrait alors gouverner pour une période d'un an renouvelable. Si cet accord était approuvé, la Chambre des Représentants serait l'organe législatif pour réincorporer les membres qui avaient boycotté, tandis que le Conseil de l'État serait une seconde chambre consultative essentiellement composée de membres du GNC. Pour en savoir plus voir, International Crisis Group, « The Libyan Political Agreement: Time for Rest », in Middle East/North Africa Report, (n.170), 4 novembre 2016.  
<https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/libyan-political-agreement-time-reset>

(CBL), à Al-Baïda<sup>87</sup>. Au lieu de lancer une dynamique vertueuse, la mise en place du Conseil présidentiel de Faïez Sarraj a au contraire contribué à créer de nouvelles lignes de fracture dans un paysage déjà extrêmement fragmenté.

Pour qu'un dialogue national ait véritablement une chance de réussir, toute tentative de relancer la transition politique en Libye devrait être basée sur un tour de table de négociateurs constitué des principaux groupes armés, des groupes locaux, des chefs de tribus capables de mobiliser un soutien substantiel parmi leurs ressortissants, d'assurer une gouvernance et une responsabilité disciplinées dans des domaines clés tels que la mobilisation de coalitions plus larges. Il faut passer d'un bilatéralisme multiple à un multilatéralisme conclusif. Cela permettrait d'élargir la base du processus politique au-delà de Tobrouk, de Tripoli et des entités politiques qui ne représentent qu'une faible part du spectre politique. Il faut donc à la fois s'appuyer sur les formes locales de légitimité et les pouvoirs tribaux, sans en surestimer l'importance, car cela reviendrait à accentuer la fragmentation politique du pays. De fait, plus que la promotion de la *compétition*, c'est la construction des bases d'un *consensus* entre communautés qui peut seule remettre la transition libyenne sur les rails, et éviter qu'elle n'aboutisse définitivement au chaos. Or la construction d'un consensus n'est pas impossible.

## 4.2 – La prolifération des conflits tribaux

La vengeance est un élément fort du code traditionnel tribal en Libye<sup>88</sup>. Kadhafi, lui-même chef tribal bédouin, en a donné l'exemple en l'exerçant sans merci sur ses ennemis et ses opposants. Au lendemain de la révolte, cette vengeance est pratiquée avec une violence inouïe sur certaines populations tribales, en raison de leur allégeance supposée ou réelle à l'ancien leader libyen. Elles sont marginalisées par les nouvelles autorités où subissent de nombreuses exactions de la part des milices au sein des villes<sup>89</sup>. Ce factionnalisme est visible aujourd'hui entre ces tribus qui ont été connues pour soutenir le régime de Kadhafi tout au long des soulèvements et ceux qui s'opposaient ouvertement à son règne, compliquant ainsi davantage une transition en douceur de l'ancien régime vers un nouvel état démocratique. A la chute du régime, d'anciennes rivalités tribales, ranimées par le conflit, se sont ajoutées aux clivages internes à l'insurrection et à l'opposition traditionnelle entre centre et périphérie. Les tribus et les quartiers se sont

---

<sup>87</sup> Jean-Bernard Pinatel, « Vers une prise de pouvoir du Général Khalifa Haftar », *Géopolitique-géostratégie-Analyses et débats*, 23 Décembre 2016.

<sup>88</sup> « La Libye du Boulevard Saint Germain : Une guerre civile ? (III/III) par Champsaur. », 26 juillet 2013. <http://lafautearousseau.hautetfort.com/archive/2013/07/20/la-libye-du-boulevard-saint-germain-une-guerre-civile-iii-ii.html>

<sup>89</sup> Helena Mayr, « Have tribal structures in Libya promoted or hindered the establishment of a new state after the Arab Spring uprisings? » academia.edu, [https://www.academia.edu/11443499/Have\\_tribal\\_structures\\_in\\_Libya\\_promoted\\_or\\_hindered\\_the\\_establishment\\_of\\_a\\_new\\_state\\_after\\_the\\_Arab\\_Spring\\_uprisings](https://www.academia.edu/11443499/Have_tribal_structures_in_Libya_promoted_or_hindered_the_establishment_of_a_new_state_after_the_Arab_Spring_uprisings)

trouvées au cœur de la violence revancharde, de l'instruction et du contrôle des milices<sup>90</sup>. Des incidents à petite échelle impliquant des individus peuvent se transformer en grands affrontements interurbains et intertribaux dans la mesure où chaque groupe pèse pour protéger son camp. La révolte contre le régime de Kadhafi ne fût pas fondée sur le tribalisme et n'a pas donné lieu à des batailles tribales à proprement parler. Mais l'incertitude depuis 2011 a entraîné une dépendance encore plus grande à l'égard des réseaux tribaux et locaux, et la période de transition chancelante qui s'en est suivie a donné lieu à un état de conflit entre la tribu et les parties sur leur rôle politique.

En Tripolitaine, la mort de Kadhafi signifiait la prise du pouvoir par les villes et les tribus victorieuses et la défaite des communautés qui s'étaient accrochées au régime. C'est le cas de la tribu noire des Tawarghas (Touareg), entre Syrte et Misrata. La vengeance de Misrata, une fois le conflit terminé, a été d'empêcher les Tawarghas de retourner dans leur ville, quasiment détruite. Aujourd'hui ce sont 40 000 noirs qui errent ou sont torturés dans des geôles obscures. Mis dans des cages tels des animaux, ils ont été obligés de manger l'ancien drapeau vert de Kadhafi par des milices de Misrata qui les accusaient d'avoir participé à la destruction de leur ville au côté des forces loyalistes ; ils ont dû se réfugier dans des camps autour de Tripoli, et plus de 1 300 sont toujours emprisonnés, portés disparus ou décédés. Les Tawarghas ont fini par présenter leurs excuses aux habitants de Misrata à l'issue d'une réunion à Benghazi. De leur côté, les nouvelles autorités se sont abstenues d'intervenir dans ce conflit. Un autre conflit entre la milice de Zinten et celle de Machachiya qui, restée fidèle à Kadhafi jusqu'à la fin, le paye aujourd'hui très cher. Selon certaines sources, près de 5 000 personnes, forcées de quitter leur ville, errent aujourd'hui sans domicile. Dans le djebel Nefoussa, dans des localités proches de la ville de Nalut, des milices berbères ont également traité de « chiens d'Arabes » des habitants soupçonnés de sympathie envers le régime<sup>91</sup>.

La violence sacrificielle de l'exécution de Kadhafi en octobre 2011 avait un moment permis d'interrompre le cycle de la violence mimétique de la guerre civile et une période d'état de grâce s'était offerte au pays. Mais en octobre 2012, le camp révolutionnaire dirigé par la ville de Misrata a mené une offensive pour investir Bani Walid, considérée comme un bastion contre-révolutionnaire<sup>92</sup>. Un conflit a surgi entre la tribu Warfallah et la ville de Misrata, dont est originaire le général Youssef Al-Mangouch, à la fois chef de l'armée et coordinateur des milices « ralliées » au pouvoir de Tripoli lequel tente de prendre le contrôle de toute la région. Bani Walid, fief de la tribu des Warfallah, continue d'abriter des fidèles de l'ancien régime. En 2012 elle est devenue le théâtre de violents combats contre les milices de Misrata. Elle est soumise à un siège mené par des

---

<sup>90</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, op. cit., p. 12.

<sup>91</sup> Report of the International Commission of Inquiry on Libya, 2 mars 2012.

<sup>92</sup> Lacher W., « Libya's Local Elites and the Politics of Alliance Building », op. cit., pp. 64-85.

forces essentiellement issues de Misrata, le Bouclier de la Libye, dépêchées par le pouvoir intérimaire. Décidé par le Congrès général national (CGN), le 25 septembre, le recours à la force contre cette localité intervient dans un climat général de suspicion à l'égard des anciens kadhafistes ou des personnes soupçonnées de l'avoir été et s'inscrit dans un climat de rivalité ancienne entre les villes de Misrata et Bani Walid. Celui-ci remonte à la fondation de la République tripolitaine en 1918 et fut largement instrumentalisée par le régime de Kadhafi au gré des recompositions des alliances tribales. Certains membres du CGN ont même participé à l'opération, illustrant tout à fait le nouvel équilibre du pouvoir<sup>93</sup>. Cette attaque a assuré la domination de Misrata sur la Libye centrale, tout en affaiblissant les tribus de l'ouest de la Tripolitaine et en faisant tomber leurs alliés les Warfallah, aujourd'hui écartés du pouvoir.

Par ailleurs, dès la fin de la révolte, de vieux conflits tribaux refont surface au sud de la Libye, notamment à Koufra (sud-est), véritable carrefour stratégique pour les trafics entre le Tchad, le Soudan et le Niger. La querelle s'est déroulée entre les Toubous d'un côté – 25 % de la population de Koufra, que l'on trouve majoritairement au nord du Tchad et au Darfour (Soudan) ainsi qu'au nord-est du Niger et en Algérie, et dont la langue, saharienne, appartient à une autre famille que les langues arabes et amazighes – et d'autre part les Zouwayas, originaires d'Ajdabia (nord-est), mais établis majoritairement à Koufra (55 % de la population). De décembre 2011 à février 2012, les tribus arabes Zwaï et les Toubou se sont affrontés dans l'oasis de Koufra, dans l'extrême Sud-Est du pays, pour le contrôle des routes qui mènent au Soudan et au Tchad. Les querelles sont récurrentes sur les trafics : alimentation, médicaments, armes, carburants, cigarettes, véhicules volés et immigration clandestine. Pour tenter de mettre un terme à ces tensions, les autorités de Tripoli ont envoyé à Koufra une force de maintien de la paix constituée d'anciens rebelles de Benghazi. Mais la présence de cette brigade baptisée « Bouclier de Libye » n'a fait qu'exacerber les tensions, les Toubous la considérant comme une milice alliée à leurs adversaires Zwaï<sup>94</sup>.

N'oublions pas que le conflit est devenu récurrent entre les Tebu et les tribus arabes Ouled Souliman et Al-Ahsawna pour le contrôle des trafics lucratifs en tout genre : le contrôle des routes transfrontalières qui assurent le transport des produits manufacturés, de la nourriture, du bétail, des cigarettes, les drogues, les armes et aussi les migrants.

À la suite des combats qui ont englouti la Libye, il y avait 550 000 personnes déplacées au cours de la guerre civile afin d'échapper aux menaces et à la violence. Surtout, Tawarghas et Machachiya ont été en situation de déplacement prolongé depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011. Dans le nouveau récit de la Libye post-Kadhafi, peu de place

---

<sup>93</sup> Saïd Haddad, op. cit., pp. 323-342. Voir aussi Christopher S. Chivvis, Jeffrey Martini, « Libya after Qaddafi lessons and implications for the future », RAND Corporation, 2014, pp. 1-119.

<sup>94</sup> Ammour Laurence Aïda, « La Libye en fragments », JFC Conseil : La Méditerranée en partage, avril 2013, 18 pages ([www.jfcconseilmed.fr/files/13-04---Ammour--La-Libye-en-fragments.pdf](http://www.jfcconseilmed.fr/files/13-04---Ammour--La-Libye-en-fragments.pdf)).

est faite à la vérité sur ce sujet et encore moins à la justice, ce qui obère sérieusement les chances de réconciliation. Convaincus d'être les seuls artisans de la chute de Kadhafi, les ex-rebelles n'éprouvent aucun complexe face au succès de leur insurrection<sup>95</sup>. L'histoire de la guerre civile reste à écrire, sa version dominante étant à ce jour celle construite par le vainqueur. Certes, dans cette construction, l'autre – celui qui n'a pas participé ou n'a pas soutenu l'insurrection – vient rehausser le rôle des combattants. Pourtant, vu de Benghazi, le basculement de Tripoli s'est fait attendre... Pour les Tripolitains, la cause de cet engagement tardif est la présence massive dans leur ville des forces de sécurité du régime. À la différence de Benghazi, Tripoli était le lieu de résidence des Kadhafi.

Par contre, les tribus ne sont pas seulement la cause du conflit, ni une solution automatique. Mais les tribus peuvent également jouer un rôle dans la rupture du cycle de la vengeance, améliorant ainsi les conditions de la réconciliation. C'est vrai que la tribu en tant qu'institution continue d'exercer une influence sur les interactions sociopolitiques et sur les identités individuelles et collectives dans la société libyenne. Mais depuis la chute de Kadhafi, la majorité des réconciliations entre les tribus et les régions en conflit ont été réalisées par les chefs de tribus et les conseils d'anciens. Début 2015, et pendant huit mois, le djebel Nefoussa (massif montagneux de l'Ouest, dominé par les Berbères) a ainsi été le théâtre d'affrontements entre groupes armés de Zinten, alliés au général Haftar, et milices de plusieurs villes voisines, alliées à Fajr Libya et au gouvernement de Tripoli. Les routes ont été coupées, l'approvisionnement en carburant et en médicaments interrompu. Les structures sociales locales ont alors joué un important rôle de médiation entre les belligérants et ont permis l'ouverture des routes, des échanges de prisonniers et la conclusion de cessez-le-feu.

À la suite de cette dynamique, les dirigeants tribaux sont donc un acteur pertinent sur le terrain qui devrait être engagé pour tout processus de paix ou d'accord pour réussir au niveau de la base. Ils ont un pouvoir considérable pour obliger les membres de leurs tribus à s'abstenir de se venger et à forger des accords de cessez-le-feu avec d'autres chefs tribaux. Les tribus doivent s'imposer et prendre un rôle actif parce que l'État est absent et qu'il n'a pas réussi à s'acquitter de son devoir. L'investissement à court terme dans ce domaine permettra vraisemblablement la cohésion sociale à long terme et la capacité institutionnelle. Elles pourraient permettre à un gouvernement central robuste de contrôler tout son territoire et un avenir plus durable.

---

<sup>95</sup> Luis Martinez, « Libye : une transition à l'épreuve du legs de la Jamahiriyya », in *Les Études du Ceri* ; [http://omer.sciences-po.fr/sites/default/files/etude\\_195-martinez\\_web-1\\_0.pdf](http://omer.sciences-po.fr/sites/default/files/etude_195-martinez_web-1_0.pdf)

### 4.3 – Le rôle des tribus dans la sécurité

Face à la dégradation de l'appareil coercitif officiel de l'État, la restructuration et la réforme du secteur de la sécurité sont devenues l'une des tâches centrales des transitions dans la Libye post-Kadhafi. Les gouvernements consécutifs n'ont pas réussi à l'accomplir. Les échecs qui ont précipité le pays dans la guerre civile, notamment une prise de contrôle des rebelles suivie d'une intervention militaire extérieure, ont mené à une autre guerre civile entre mai 2014 et mars 2015.

À la suite de l'émeute contre Kadhafi, les conflits latents ont réapparu. Chaque partie se sentait de plus en plus désengagée, croyant que l'autre obtenait rapidement un avantage économique et politique. L'un des échecs majeurs de la transition libyenne est d'avoir fondé le processus de transition sur l'organisation d'élections rapides, privilégiant ainsi la légitimité électorale à la réconciliation<sup>96</sup>. Cette dynamique a occulté l'importance du clivage entre vainqueurs et vaincus de la guerre civile. Ces développements sont incontestablement la conséquence du choix d'une transition politique (et d'une conception de la démocratie) fondée en priorité sur la compétition entre groupes concurrents sans prise en compte du contexte propre à la Libye post-2011 : méfiance mutuelle entre communautés et groupes rivaux, inexpérience du dialogue et du compromis politique, faiblesse du secteur de la sécurité formelle, présence enfin de groupes armés jouissant d'un ancrage et d'une légitimité localement souvent bien supérieurs à ceux des nouvelles élites politiques.

Le caractère local et fragmenté des acteurs politiques et militaires tel qu'il s'est manifesté pendant la guerre dès 2011, a conduit à une transition menée par une coalition d'intérêts lâche et fragile plutôt que par une seule force politique. Trop de contreponds locaux à l'autorité centrale sous forme de conseils locaux et militaire se sont développés pendant le conflit. Les tribus et les quartiers sont devenus le cœur de la perpétration et de la réduction de la violence de représailles, de l'instruction et du contrôle des milices. Les rivalités et les équilibres de puissance sont devenus importants.

À la base, la violence en Libye est une affaire intensément locale, provenant de réseaux de patronage profondément ancrés qui visent à s'assurer le contrôle des richesses du pays, des trafics et du pouvoir politique sur fond de sécessionnisme, le tout conjugué dans un état affligé par un vide institutionnel béant et en l'absence d'un arbitre central avec force prépondérante. Il importe de rappeler que l'armée et la police s'étaient largement évaporées au cours de la révolte qui a renversé le colonel Kadhafi.

Le thème de sécurité reste le véritable dilemme. En dépit de l'accord politique Skhirat en 2015, la majeure partie des dispositions de sécurité n'était pas encore entrée en

---

<sup>96</sup> Cécile Hennion, op. cit.

vigueur deux ans plus tard ; même des mesures aussi simples que l'accord sur un cessez-le-feu immédiat n'a pas été adopté. La question clé de la sécurité est restée sans réponse. L'accord politique ne dit rien de la reconversion des groupes armés, de la reconstruction de l'armée et des services de sécurité qui constituent pourtant des préalables indispensables à sa mise en application. En revanche, le conseil présidentiel et les bailleurs internationaux ont mis l'accent sur le comité des arrangements de sécurité, sur une force basée à Tripoli sous l'autorité du conseil, trop dépendante de quelques milices et de personnalités dont certaines peuvent être des obstacles à la réconciliation nationale<sup>97</sup>. Il est en principe impossible que les efforts actuels d'un gouvernement d'entente nationale puissent payer si les discussions sur les questions de sécurité pour compléter le processus politique n'abordent la question controversée : quel rôle octroyer à des personnalités controversées comme Khalifa Haftar lequel a considérablement augmenté sa position de négociation en ayant déjà constitué son armée nationale libyenne (LNA) comme force politico-militaire dominante dans l'est de la Libye ? Et sa zone d'influence tend à se prolonger vers le Sud libyen où il bénéficie d'un soutien tribal. Autres gageures : la mission et le mode d'intégration, le désarmement et la démobilisation des milices qui ont le dernier mot sur place. L'incapacité à démanteler les milices et à élaborer une vision nationale pour la Libye a de plus permis aux forces centrifuges, relevant la plupart du temps d'allégeances locales, religieuses et tribales, de faire retour à des schémas de guerre dans un environnement non sécurisé où prévalait la survie des plus forts et où la reddition signifiait l'éradication<sup>98</sup>.

La mise à l'écart de la société civile et de ses possibles représentants non politisés ou non armés pourrait ainsi s'avérer un obstacle à la mise en œuvre concrète d'un accord politique censé ramener la paix civile et rassembler les Libyens autour de nouvelles institutions<sup>99</sup>. Quoiqu'il en soit, les citoyens voudront peut-être envisager d'établir des conseils tribaux qui impliquent des personnalités tribales importantes pour contribuer à la réconciliation, à la paix et à la sécurité pendant la période de transition. Une autre caractéristique importante d'un tel conseil serait l'occasion de réintégrer les alliés tribaux de l'ancien régime. C'est-à-dire, pour éviter les divisions profondes dans la société à venir, les Libyens devraient faire tout leur possible pour intégrer les tribus qui ont soutenu Kadhafi, comme les Warfallas, les Warshefanas ou encore les Megaras. Ces groupes devraient également avoir la possibilité de contribuer à la reconstruction de la Libye.

En plus de la réconciliation, les tribus en Libye peuvent contribuer à améliorer la situation sécuritaire et à combler le vide de pouvoir, en particulier lorsque la société est en transition. Les dirigeants tribaux ont la capacité de mobiliser des forces tribales importantes pour assurer la paix et maintenir l'ordre en l'absence d'un appareil de sécurité

---

<sup>97</sup> International Crisis Group, « The Libyan Political Agreement: Time for Rest », op. cit.

<sup>98</sup> Karim Mezran et al., « Une dernière chance pour la Libye », *Outre-Terre*, (N°44), 2015/3, pp. 119-127.

<sup>99</sup> Virginie Collombier, op. cit., pp. 261-275.

formel. Dans un vaste pays comme la Libye qui manque d'un gouvernement central fort, le besoin de ces forces informelles devient encore plus essentiel dans tout le pays. Malgré une étude qui a été réalisée par United States Institute of Peace sur l'influence de la tribu dans les services de sécurité, près de 86 % des sondés répond clairement que la police locale devrait être complètement indépendante de l'affiliation tribale (voir figure 3) et pour 70 % les aînés tribaux ne devraient pas exercer une influence même informelle sur la police (voir la figure 4). Sur cette nette préférence nationale pour une structure de police indépendante de l'influence tribale, les répondants ont tendance à considérer positivement les tribus, en apportant une contribution significative à la sécurité dans leurs régions. Cependant, cette vue était plus fréquemment partagée dans l'est du pays où les modes d'organisation tribaux, les relations entre les tribus et les limites des territoires tribaux sont plus stables, que dans l'ouest et le sud-ouest où des conflits tribaux est en cours<sup>100</sup>.

Si le dépassement de la fragmentation sécuritaire du pays est une des conditions de la stabilité de la Libye nouvelle, les forces politiques en présence ne pourront pas faire l'économie d'une réflexion autour de l'articulation et de la coexistence du pouvoir central et du localisme tels que les tribus seront nécessaires pour préserver la paix<sup>101</sup>. Selon la même étude, 60 % des répondants ont convenu que les tribus pouvaient fournir de la sécurité à la communauté indépendamment de l'affiliation tribale individuelle (voir la figure 5) et 51 % des répondants ont estimé que les entités de sécurité organisées selon l'appartenance tribale (groupes armés) étaient moins corrompues que les forces de sécurité de l'État.<sup>102</sup>

En l'absence d'autres structures fonctionnelles, les tribus fonctionnent comme un point de référence important au niveau local. Les tribus contrôlent aujourd'hui les routes lucratives de commerce ou de contrebande, des installations pétrolières et d'autres ressources qui ont été soudainement absorbées depuis le vide d'après-guerre en 2011, et sont considérées comme vitales pour la prospérité, le pouvoir et le prestige à court terme des tribus. C'est particulièrement le cas puisque la Libye post-Kadhafi a plus ou moins été témoin d'un effondrement de l'état, alors que l'autorité gouvernementale ne s'étend pas dans toute la capitale, et encore moins dans la plupart des villes et villes libyennes. Parmi les forces sociales de la Libye, les tribus sont les mieux placées pour combler ce vide de sécurité. Dans la région frontalière, par exemple, les tribus pourraient jouer le rôle un gardien de frontière libyen pour surveiller les frontières de 5 000 kilomètres du sud de la Libye en échange d'une aide et combattre une économie basée

---

<sup>100</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, op. cit., p. 13.

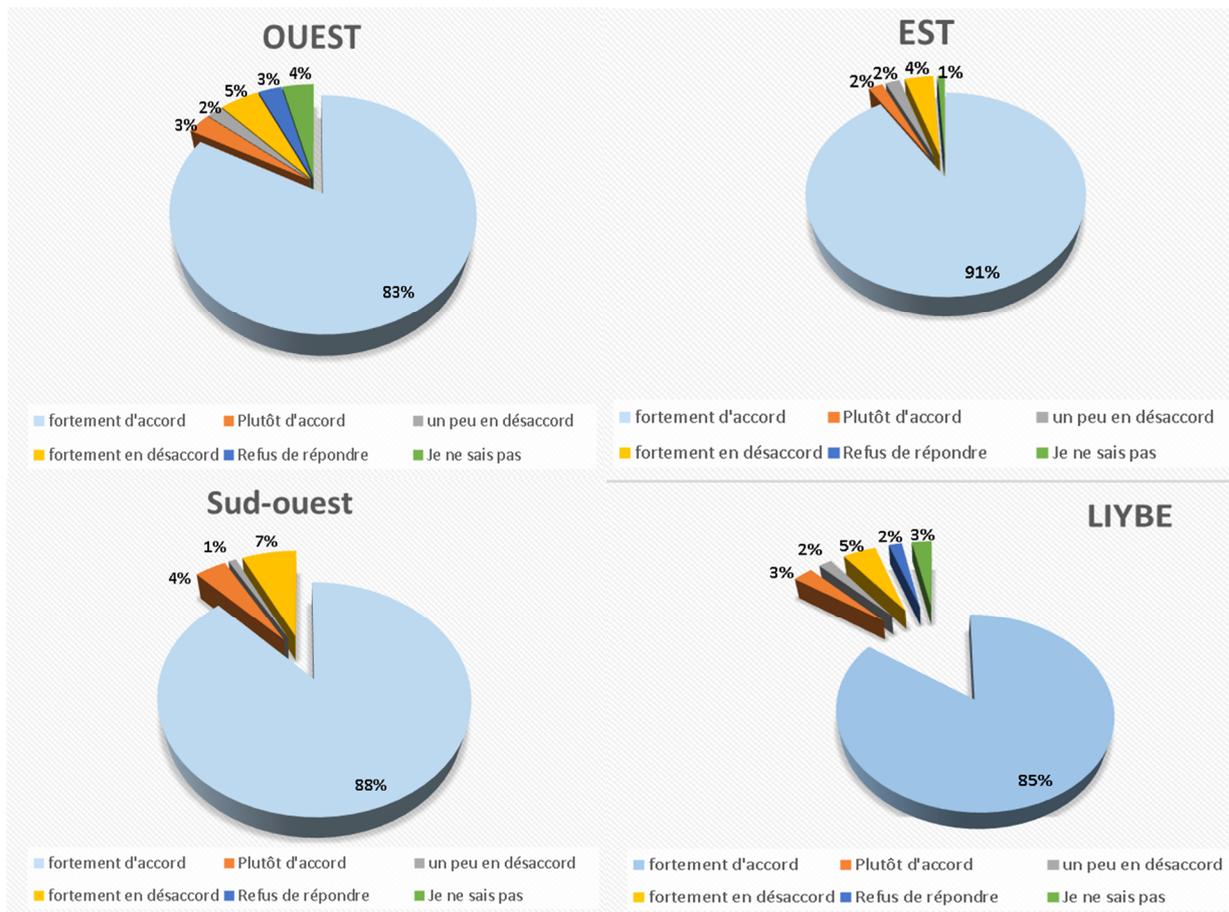
<sup>101</sup> John Davis, *Le Système libyen. Les tribus et la révolution*, Paris, PUF, 1990, p. 255.

<sup>102</sup> Peter Colei, Fiona Mangan, op. cit., p.13 ; voir aussi, Fiona Mangan, Christina Murtaugh, « Security and justice in postrevolution where to turn? », *Peaceworks*, the United States Institute of Peace,(N°100), September 2014, pp. 1-76. <https://www.usip.org/publications/2014/09/security-and-justice-post-revolution-libya>

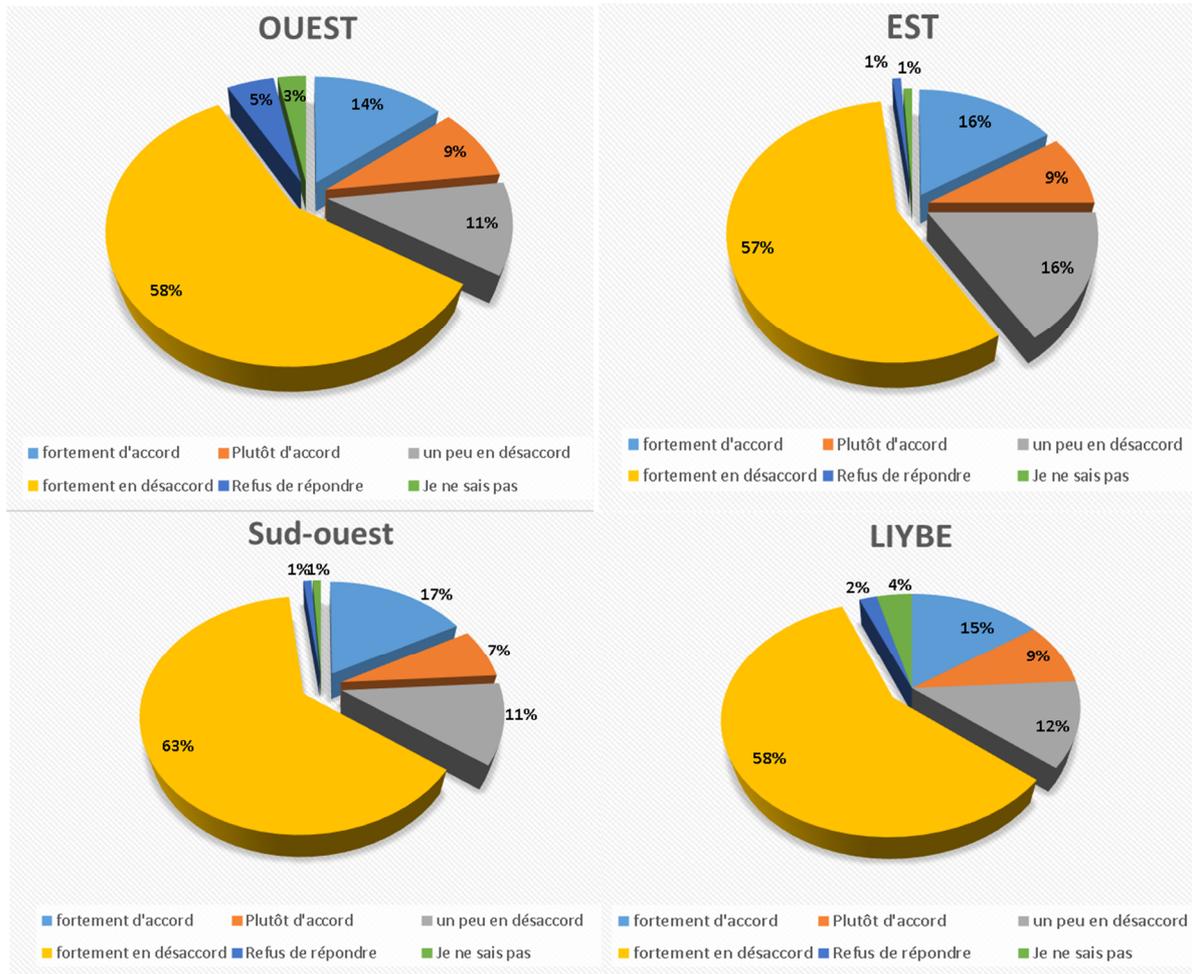
sur le trafic illicite, car le passage des migrants est devenu un moyen de gagner de l'argent.

En somme, depuis 2011, les tribus se sont affirmées dans l'espace de sécurité, de rétablissement pacifique de la Libye. L'influence tribale dans cet espace, cependant, n'est pas nouvelle ; Cela a une résonance historique : l'État libyen a traditionnellement compté sur la composante tribale de la société pour soutenir son pouvoir et son contrôle sur les pays. Ce qui s'est produit depuis 2011 est une poussée d'influence tribale dans la fourniture de la sécurité en réponse à l'effondrement de l'État. Et comme l'implication des tribus a augmenté, l'impact de la dynamique de pouvoir intertribal sur qui fournit exactement la sécurité dans chaque région du pays. Les tribus pourraient donc constituer une force stabilisatrice dans le processus de reconstruction post-conflit. En raison de leur statut social très respecté, leur expérience en tant que producteurs de médiateurs d'ordres et de conflits, les aînés tribaux peuvent utiliser leur magistère moral pour exercer une influence sur les membres de leur tribu, pour pardonner et réconcilier. Les Libyens reconnaissent cette réalité et reconnaissent que les tribus peuvent jouer un rôle positif. Néanmoins, les Libyens souhaitent de manière écrasante un système de sécurité fourni par l'État et indépendant de l'influence tribale. Les intérêts locaux et tribaux sont donc susceptibles de continuer à figurer fortement dans la future Libye.

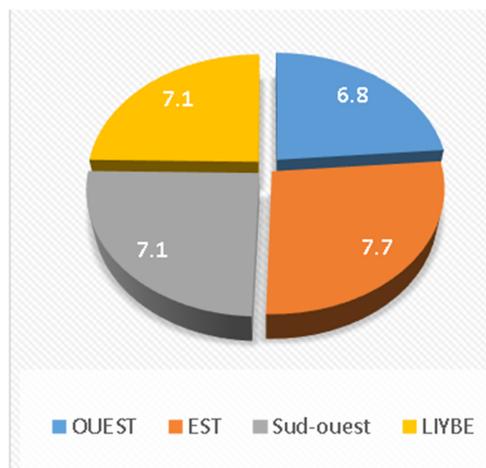
**Figure n° 3 : ÊTES-VOUS D'ACCORD POUR DIRE QUE LA POLICE LOCALE DEVRAIT ÊTRE COMPLÈTEMENT INDÉPENDANTE DE TOUTE AFFILIATION TRIBALE ?**



**Figure n° 4 : ÊTES-VOUS D'ACCORD POUR DIRE QUE LES ANCIENS TRIBAUX DEVRAIENT AVOIR UNE INFLUENCE SUR LA POLICE LOCALE ? (N = 979), PAR RÉGION :**



**Figure n° 5 : SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10 PENSEZ-VOUS QUELLE EST L'IMPORTANCE D'UNE CONTRIBUTION QUE LES TRIBUS PRENNENT À LA SÉCURITÉ DANS VOTRE RÉGION ? (N = 979), MOYENNE PAR RÉGION**





## CONCLUSION

Les loyautés tribales n'ont plus la structure institutionnelle qu'ils ont eu autrefois mais elles conservent de larges influences sociétales. Historiquement, le tribalisme en Libye a contribué à la formation de structures politiques. La Libye post-Kadhafi marque le retour de la tribu comme acteur politique principal au sein de la société et coïncide avec la situation de malaise que vit l'État aujourd'hui. Cela montre que le tribalisme n'a jamais disparu de la conscience collective des sociétés libyenne. Certes l'évolution démographique, l'urbanisation et le développement du pays ont érodé peu à peu ce caractère tribal. Cependant, le contexte d'incertitude pousse les populations à se tourner vers leurs appartenances primaires. Les tribus notamment, ont joué un énorme rôle dans la préservation des vies et dans l'atténuation des conflits. Juste après 2014 quand le processus fragile de construction de l'État s'est effondré en guerre civile. Cependant, les structures tribus qui continuent à organiser les gens dans une milice quelque peu cohérente pour présenter un front commun contre la création d'un nouvel État et exercer un pouvoir de veto au niveau national. Ce sont elles qui contrent les tentatives d'élargissement du contrôle du gouvernement central par les alliances d'autonomie ou de sécession sur une base régionale plutôt que nationale. En plus, les milices tribales et régionales autoproclamées refusent toujours l'incorporation de leurs combattants dans l'armée et la police officielles pour garder la main sur les processus et les modalités d'intégration des groupes armés dans les structures étatiques.

« *E pluribus unum* », faire Un à Plusieurs ? Faire la paix avec et contre les tribus ? Quel rôle, quelles dispositions, quels moyens restent aux tribus libyennes pour parvenir à une forme d'unité et à une stabilité nécessaire ? L'hypothèse d'un homme providentiel et légitime, reconnu par toutes les parties prenantes étant écartée (elles ont déjà donné), la fièvre démocrate de l'immédiat post-Kadhafi semblant être retombée (ce qui a marché en Espagne voire en Tunisie fait long feu ici), l'apparition de gangs de trafiquants violents compliquant la situation (pour le plus grand bénéfice de quelques clans voyous), les vieilles rivalités tribales étouffées un temps ayant resurgi (mais il reste des sages). La solution passe encore et toujours par la tribu.

À court terme, alors que la Libye cherche à reconstruire et à dépasser son histoire de la colonisation, des coups et des conflits, les efforts de réforme doivent s'appuyer sur l'expertise et l'expérience tribales dans le rétablissement de la paix, la négociation et la réconciliation. Qui plus est, la fidélité tribale ou l'identité pourraient s'avérer un instrument approprié pour générer un consensus tribal dans le but d'affirmer la légitimité à gouverner le pays. À moins qu'une base solide pour le dialogue ne soit établie, la Libye peut être conduite à une guerre civile à grande échelle qui menace de ravager le pays.

Une réconciliation nationale et une justice transitionnelle sont donc généralement considérées comme la condition préalable essentielle au processus de transition pacifique et à la réussite de la reconstruction d'un État constitutionnel en Libye, compte tenu de ce que le tribalisme moderne signifie vraiment pour les Libyens. Cependant, pour que l'État de la Libye fonctionne sans perturbations majeures, une nouvelle idéologie et une identité d'État commune doivent être créées afin de présenter un front commun.

Pour l'avenir, les structures tribales doivent être moins importantes pour aller de l'avant en tant que nation commune avec un but partagé. Les décisions devraient être prises au sein du gouvernement national plutôt que par les dirigeants tribaux locaux parce que les tribus prennent des options basées sur des loyautés familiales et non sur un intérêt national. Bien sûr, les pratiques et les traditions tribales peuvent encore influencer le processus de prise de décision, mais à long terme, les tribus devraient plutôt se concentrer sur l'éloignement de la sphère politique et le rôle d'une grande famille étendue.

La transition vers la démocratie n'est jamais facile, on aurait tort de se méfier de l'influence des tribus dans le tissu social libyen et de leur capacité de dépassement dans un sursaut historique. Les progrès exigeront également la recherche d'un moyen de construire un système de gouvernance qui profite des relations sociales existantes au lieu de simplement les ignorer, comme cela arrive souvent dans les États fragiles. Une volonté de vivre ensemble et de garder indivis ce qui rassemble les citoyens doivent s'accompagner d'une souplesse intelligente ; la décentralisation, le principe de subsidiarité, la maladresse d'un gouvernement étranger peuvent en être les facteurs. Car si les tribus sont complètement ignorées, elles formeront sûrement une structure de pouvoir parallèle qui sapera les institutions formelles de l'État. L'histoire libyenne ne montre-t-elle pas que dans les grandes occasions et face à de grands intérêts on savait y jouer collectif ?